COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°21 (N°103) – 1,50 € **5 JUIN 2005**

CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

DECLARATION DU CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI ET DE L'INTERNATIONALE OUVRIERS REVOLUTIONNAIRES

Le 29 mai, Chirac a été défait !

La responsabilité des directions syndicales CGT, FO, FSU, du PS, du PCF, c'est de rompre avec Chirac et son gouvernement, de convoquer dans l'unité :

Manifestation centrale à un million et plus à l'Assemblée nationale pour exiger « Dehors Chirac, son gouvernement, sa majorité UMP »

Le verdict du référendum est clair et net : dehors Chirac et la majorité UMP

Le 29 mai, Chirac a pris de plein fouet le projectile du « non ». Ouvriers, employés, personnels de santé, de l'éducation, jeunes, le prolétariat dans son ensemble a voté « non à Chirac », à ses contre-réformes ; « non » aux salaires comprimés, aux loyers exorbitants ; « non » à la destruction du secteur public, à la privatisation d'EDF-GDF ; « non » au matraquage des lycéens et à la loi Fillon, « non » au chômage et à la précarité.

En votant « non » à la constitution européenne, ils ont aussi voté contre un instrument et une expression de cette politique, « non » à tous les traités antérieurs de l'UE, élevés au rang de « constitution » pour codifier et sanctifier les politiques menées au sein de « l'Union Européenne » au compte du capital financier.

Ils ne se sont pas « *trompés de scrutin* », comme dit Hollande, dirigeant d'un PS en crise pour avoir voulu à nouveau faire voter Chirac.
La crise gouvernementale, précipitée par le résultat du référendum, leur donne raison. Il y a eu un vaincu : Chirac. Mais encore faut-il un vainqueur.

Et tout devrait continuer comme avant ?

Chirac a chargé son majordome, Galouzeau de Villepin, de constituer un gouvernement de crise. La mission de ce gouvernement resserré, des « *cent jours* », si toutefois Chirac parvient à se ressaisir, a été donnée par Seillière au lendemain du référendum :
« *la mise en oeuvre immédiate et accélérée d'un programme de réformes* ».
Sarkozy rentre au gouvernement ? C'est après avoir tenu un discours de guerre contre le « *système social français* », avoir annoncé au soir du référendum qu'il voulait « *des remises en causes profondes, rapides et vigoureuses, un tournant majeur* ».
Or, les projets de contre-réforme sont déjà prêts !

Villepin a affirmé qu'il voulait « *lever les obstacles* » sur le marché du travail ? La casse du droit du travail, la remise en cause des contrats de travail, du code du travail, sont en chantier sous la houlette de Borloo, dans le « dialogue social ».
Le statut de la fonction publique est menacé de mort dans des négociations associant les fédérations syndicales.
Breton a planifié la privatisation d'EDF-GDF et se vante déjà d'engager une nouvelle étape de la « réforme de l'Etat », la suppression par milliers de postes de fonctionnaires. Les décrets d'application de la réforme Fillon sont prêts, tandis que les leaders lycéens sont condamnés à des peines scandaleuses. *(suite page 2)*

Sommaire:

* DECLARATION DU CERCLE..... P.1
* EDITORIAL : APRES LE « NON » AU REFERENDUM DU 29 MAI..... P.4
* LES MILITANTS INTERVIENNENT, ON NOUS COMMUNIQUE..... P.11
* ITALIE : APRES LES ELECTIONS REGIONALES , COMMENT EN FINIR AVEC BERLUSCONI ?..... P.14
* LES NUAGES S'AMONCELLENT SUR L'ECONOMIE MONDIALE (NOTES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE)..... P.21
* NOTE DE LECTURE : « MA VOIX OUVRIERE » DE B.THIBAULT, UNE VOIE ANTI-OUVRIERE..... P.27

Un nouveau pas est à l'ordre du jour vers l'instauration du service garanti dans les transports à Paris.
Un projet scélérat contre les travailleurs immigrés a été annoncé par Villepin, alors à l'Intérieur.
Tout cela se prépare depuis des semaines, ce sont les mêmes ministres, la même politique brutale qui se concocte dans les marmites gouvernementales.

Mais comment une telle politique pourrait-elle se mener après une telle défaite ?
Sans le secours des directions syndicales, de celles du PS (y compris les partisans du « non »), celle du PCF, Chirac serait réduit à l'impuissance.

L'unité des organisations du mouvement ouvrier peut se réaliser dans le combat pour chasser Chirac, De Villepin-Sarkozy et la « majorité » UMP-UDF.

En convoquant les dirigeants syndicaux à Matignon le 6 juin, comme pour préparer avec eux son discours de politique générale, De Villepin leur a demandé un vote de confiance anticipé, plus précieux pour lui que celui de sa propre « majorité » parlementaire.

Chirac avait appelé, lui, lors de son intervention télévisée : « *les syndicats à agir ensemble* » avec le Medef et le gouvernement « *pour gagner la bataille de l'emploi*».

En acceptant l'invitation du gouvernement et de Chirac, affirmant même « *il faut attendre et voir*» (Mailly, FO) les dirigeants syndicaux se dressent contre la volonté exprimée par les travailleurs le 29 mai, au lieu de refuser d'aller discuter, remettre en selle, légitimer Chirac et son gouvernement, archi-battus le 29 mai.

De même, comment Chirac pourrait-il se maintenir dans ces circonstances si les dirigeants PS (notamment ceux qui ont appelé à voter « non ») et PCF appelaient dans l'unité au combat pour en finir avec Chirac ? Mais ils disent vouloir attendre 2007.

Buffet Emmanuelli, Mélanchon affirment eux que Chirac aurait été « mandaté » par le référendum pour « renégocier » lors du sommet européen du 16 juin. Chirac, porte-parole du « non » ?!

Mais le «mandat» du référendum, ce n'est pas la « renégociation » entre les gouvernements qui sévissent contre tous les prolétariats de l'UE ! C'est : « *Chirac, dehors*»! Et telle est effectivement la première condition pour que cesse l'avalanche de coups contre la population travailleuse, pour voir les revendications satisfaites.

Chirac bien entendu ne partira pas de lui-même, ni sa « majorité » UMP. Les dirigeants du PS (« oui » comme « non »), du PCF, n'entendent certes pas remettre en question le fonctionnement de la Vème République. Les directions CGT, FO et FSU fonctionnent à l'unisson.

Mais, déjà, lors de la campagne du référendum, tous occultaient la place de Chirac, du plébiscite, et n'avaient que « l'Europe » à la bouche. Tenants du « non » comme du « oui » se livraient à de savantes dissections du projet de « constitution », proposaient leurs bons offices pour « réorienter » l'édifice réactionnaire qu'est l'Union Européenne – dont tous les traités ont été battus le 29 mai. Quant à eux, les dirigeants des confédérations et fédérations syndicales CGT, FO, FSU, se sont refusés à appeler à voter « non à Chirac». Et pourtant, le résultat est là : malgré les obstacles, le « non » des travailleurs a ruiné tous ces artifices, Chirac a été le principal vaincu.

Et de plus, ces dernières semaines, les centaines de milliers de manifestants du 10 mars, les grévistes de Citroën Aulnay, de Carrefour, de Total, les manifestations lycéennes ont traduit la volonté des travailleurs et de la jeunesse de combattre pour en finir avec cette politique, ce président, cette majorité aux ordres du Medef.

Il y a eu un vaincu : Chirac. Il peut y avoir un vainqueur.
Pour cela il faut imposer aux directions CGT, FO, FSU, au PS, au PCF :

- Qu'ils constituent un front uni contre Chirac, son gouvernement, sa majorité UMP-UDF !

- Qu'ils rompent immédiatement à tous les niveaux les discussions et concertations en cours avec le gouvernement, le Medef, dans la fonction et les entreprises publiques, qu'ils refusent de se prêter à toute rencontre sous prétexte de « l'emploi » avec les responsables du chômage et de la précarité !

- Qu'ils appellent dans l'unité à la montée en masse des travailleurs et de la jeunesse, à Paris, à l'Assemblée nationale, sur un mot d'ordre clair : « dehors Chirac et la « majorité » UMP-UDF »

Assurément, Chirac, son gouvernement, sa majorité, n'y résisteraient pas. Assurément, dans ce mouvement se réuniraient les conditions de la venue au pouvoir d'un gouvernement émanant de ce front uni, produit de la mobilisation des masses, dont il s'agirait d'exiger qu'il applique une politique favorable aux travailleurs, la jeunesse.

En votant « non » à Chirac, « non » à la « constitution européenne », les travailleurs, la jeunesse, ont voté « non » aux politiques menées au service du capital

Quel gouvernement assurera le droit au travail, en interdisant les licenciements, le travail précaire, en diminuant le temps de travail sans flexibilité pour embaucher les chômeurs ?
Quel gouvernement assurera le droit au logement, en décrétant le gel des loyers, l'interdiction des expulsions, l'annulation des dettes des classes populaires, en mettant en chantier les logements nécessaires ?
Quel gouvernement procèdera au rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982, sa garantie par l'échelle mobile des salaires et des prix ?

Quel gouvernement procèdera aux embauches nécessaires dans les secteurs publics pour assurer le droit à la santé, à l'éducation, annulera sans indemnité les privatisations ? Quel gouvernement abrogera l'édifice des contre-réformes et en particulier rétablira les 37,5 annuités pour tous, abrogera la contre-réforme de la sécurité sociale ?

Seul un gouvernement prenant des mesures radicales, n'hésitant pas à s'affronter au Medef, à la bourgeoisie, à ses hommes, ses partis. Un gouvernement brisant le carcan de la cinquième République, rompant avec l'Union Européenne, dénonçant la dette publique, nationalisant les banques, pour se donner les moyens de sa politique. Un gouvernement issu de la mobilisation du prolétariat, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs, s'appuyant sur eux pour aller de l'avant, vers le socialisme, pour les Etats-Unis d'Europe.

C'est pour cette politique, pour le front uni des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) contre Chirac et sa « majorité », pour un gouvernement émanant de ce front que le Cercle appelle à se regrouper et à combattre, et pour commencer : pour la réalisation de l'unité des organisations du mouvement ouvrier pour chasser Chirac, son gouvernement, et la « majorité » UMP-UDF à l'Assemblée.

Paris, le 3 juin 2005

Appel à nos lecteurs

Un numéro spécial (n°20) de *Combattre pour le Socialisme* est paru courant mai.

Il publie le rapport politique sur la situation mondiale adopté à l'unanimité par la troisième conférence du Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire (réunie en mars dernier).

Ce rapport est publié sous un titre qui dit bien l'objectif qu'il se fixe, définir : « *L'actualité du combat pour le socialisme* », dans la période de réaction que nous vivons suite à la clôture du cycle historique ouvert par la révolution d'octobre. Dans ces conditions, alors que le capitalisme roule toujours vers l'abîme, ce texte cherche à définir ce qu'est une politique révolutionnaire, pour le socialisme.

Nous vous appelons, si ce n'est déjà fait, à vous le procurer, auprès des militants ou en nous écrivant, à en discuter, à le faire connaître.

Plus largement, nous vous appelons à nous soutenir, vous qui appréciez notre bulletin, sa qualité, vous qui manifestez en l'achetant votre sympathie pour notre politique.

Faites circuler, connaître, ce bulletin. Transmettez-nous vos remarques, vos critiques. Abonnez-vous faites s'abonner autour de vous à *Combattre pour le Socialisme*.

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" (10 NUMEROS: 20 €UROS)

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: Serge SELLERON – 6 rue du Dauphiné – 91300 MASSY

Directeur de la publication: Olivier LESTANG Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale
Site web: http://socialisme.free.fr

Editorial :

Après le « non » au référendum sur la « constitution européenne »

Le prolétariat a voté : « non » à Chirac ...

Appareil d'Etat, médias, tenants du « oui » comme tenants du « non de gauche », Emmanuelli comme Buffet, étaient tous d'accord sur un point depuis des semaines : dans ce référendum, il ne devait être question que « d'Europe ». Interprétations, contre-interprétations, du projet de traité, nommé systématiquement par le PCF « constitution Giscard », devaient être autant que faire se peut déconnectées du gouvernement de Chirac, de sa politique. Seule exception notable : Laurent Fabius, sans doute plus attaché que ses alliés au sein du PS ou du PCF à la victoire du « non » et qui aura ciblé pour cette raison Chirac comme « chef du oui », mettant en garde – à raison ! – en cas de victoire du « oui » contre un redoublement des attaques gouvernementales.

Au soir du 29 mai, la force du « non » a déchiré les rideaux de fumée de la campagne électorale. Le caractère réel du « non » n'a plus pu être masqué : d'abord un « non à Chirac », à son gouvernement, à sa politique. Et Chirac en a pris acte, à sa façon. En intervenant précipitamment, en procédant à un rafistolage gouvernemental, il n'a fait que le confirmer, tandis que dans la presse en France ou à l'étranger la question de sa démission, ou de la dissolution de l'Assemblée, étaient évoquées – mais pas dans un premier temps par les ténors du « oui de gauche » ou ceux du « non de gauche » invités sur les plateaux télévisés, LCR comprise.

Ils avaient donc menti, tous ceux qui entendaient maintenir ce référendum dans les sphères éthérées de « l'Europe », tout comme ceux qui affirmaient que les pires maux s'abattraient sur le pays en cas de « non ».

Toutes les données le confirment : c'est la classe ouvrière, c'est le prolétariat, qui ont fait échouer le plébiscite de Chirac. Dans toutes les villes ouvrières et quartiers populaires, le « non » atteint des sommets, dépasse, parfois de loin, les 60%. C'est le cas en particulier, contre la plupart des hiérarques socialistes qui sauf exception tenaient pour le « oui », dans les départements du Nord ou du Pas de Calais. Une comparaison suffit : à Liévin, à Bobigny, le « non » dépasse 70%. A Neuilly sur Seine, le « oui » dépasse les 80%.

Naturellement, il faut se garder de tout schématisme. L'abstention ouvrière est restée élevée. On trouvera même sans doute certains secteurs du prolétariat dans lesquels les arguments du Parti Socialiste ont pu porter un peu. Mais Julien Dray le reconnaissait lui-même au soir du référendum : « *toute la journée j'ai croisé nos électeurs qui nous disaient : vous ne nous ferez pas voter Chirac une deuxième fois* ».

Mais c'est, sur ce terrain électoral, la classe ouvrière et largement le prolétariat et la jeunesse qui ont été la force décisive et essentielle pour aboutir à ce résultat net, à savoir la défaite à plate couture de Chirac. Celui-ci avait lancé la procédure référendaire, appuyé sur le « oui » du PS, pour s'offrir un plébiscite et se donner ainsi les moyens politiques nécessaires pour la dernière étape de son quinquennat. Le plébiscite s'est retourné en son contraire. Chirac est battu.

... « non » à son gouvernement et sa politique réactionnaire

Et si la classe ouvrière, les employés, les personnels de santé, les enseignants, bref le prolétariat et la jeunesse, ont retourné l'arme du plébiscite contre celui qui la maniait, c'est en relation avec une situation politique donnée. Une situation marquée notamment depuis janvier, et surtout depuis mars, par la manifestation sur son terrain propre de la volonté de combattre du prolétariat – ainsi les grèves dans la fonction publique et les manifestations lycéennes contre la loi Fillon, ainsi les grèves dans de nombreuses entreprises pour des augmentations de salaire, le million de manifestants du lundi 10 mars, ainsi les grèves liées à la suppression du lundi de la Pentecôte.

Concernant ce dernier point, le gouvernement mesurait l'hostilité grandissante à l'instauration de cette véritable « corvée ». Il a tout fait pour tenter de diminuer, masquer, la portée des réactions à l'instauration du travail gratuit. C'est pourquoi, à la dernière minute, il a mandaté la direction de la SNCF pour qu'elle restaure le caractère férié de la journée dans l'entreprise (mais sous une forme maintenant l'allongement de la durée du travail). A la RATP, la direction a offert une prime exceptionnelle et substantielle aux agents qui viendraient travailler. La grève massive dans les transports de province montre que ces précautions n'étaient pas superflues.

Dans de nombreuses entreprises, les patrons avaient renoncé à la suppression du jour férié, soit sans contrepartie, soit – s'appuyant sur la participation des directions syndicales aux négociations sur l'application de la loi – en allongeant de manière moins voyante la durée annuelle du travail à 1607 heures (suppression d'une RTT). Mais la grève engagée par les ouvriers de Total sur cette question, nourrie des profits record de la firme, s'étendant de manière spontanée à la quasi-totalité des raffineries, a confirmé que la possibilité de la grève générale ce jour là était réelle. Ce qui du même coup montre la responsabilité accablante des directions confédérales et fédérales qui se sont totalement inscrites dans le cadre fragmenté mis en place par la loi du gouvernement sur la dépendance. A Total, la menace d'une pénurie de carburant à la veille du référendum a amené Raffarin a intervenir directement : la direction a renoncé à la suppression du jour férié, mais a pu priver les ouvriers d'une victoire nette en maintenant le prélèvement d'un des jours de grève.

La situation qui sous-tend le « non » du 29 mai est donc fort différente de celle, par exemple des régionales et cantonales de mars 2004 (comme elle l'est dans d'autres aspects encore). La défaite de l'UMP et de l'UDF (qui était aussi une victoire du PS, ce qui n'est évidemment pas le cas concernant le référendum) en mars 2004 s'inscrivait dans une situation totalement dominée par les conséquences de la dure défaite de mai-juin 2003 sur les retraites. Quelques mois après les régionales, le statut d'EDF-GDF était cassé, l'assurance-maladie totalement dénaturée, cette dernière « réforme » passant comme une lettre à la Poste.

Le « non » des travailleurs le 29 mai est bien entendu un « non » à ces contre-réformes, un « non » aux conditions d'existence et de travail qu'imposent les gouvernements au service du capital à la grande majorité de la population. Mais c'est en relation avec la résurgence récente de cette volonté à combattre que la situation de crise au sommet de l'Etat qu'il précipite est plus inquiétante pour la bourgeoisie que celle surgie après les régionales.

C'est d'ailleurs pour cette raison, quoiqu'en ordre dispersé, et volontairement, que tel ou tel chef du PS évoque, en passant, sur un ton presque badin, qui la démission de Chirac (Ayrault, Mélenchon), qui la dissolution de l'Assemblée (Dray, Montebourg). Il ne s'agit en aucun cas pour eux d'appels au combat en ce sens qui rencontreraient un écho jusque dans les profondeurs de la classe ouvrière. C'est l'expression de leur inquiétude sur la capacité du gouvernement à gouverner dans une telle situation.

Un « non » à la « constitution européenne », donc à tous les traités fondant l'UE

C'est contre la « constitution européenne » que ce vote s'est cristallisé, et celle-ci n'a pas eu une importance négligeable. Les masses n'ont pas séparé ce texte de celui qui l'avait négocié, signé et qui le défendait : Chirac. Et à bon droit.

Certes, la politique de Chirac-Raffarin n'est pas dictée par la commission de Bruxelles, au contraire de ce qu'affirme le Parti des Travailleurs lequel n'aura pas attaqué une seule fois Chirac durant des mois. L'Union Européenne n'a pour ce faire ni soldats, ni police, ni budget, ni moyens de contrainte réels (au point qu'elle a du abandonner les procédures engagées contre l'Allemagne et la France pour non-respect du Pacte de stabilité).

Néanmoins, c'est d'une part au nom de la convergence européenne, et le cas échéant au rythme donné par la commission, que certaines contre réformes ont été entreprises. Par exemple l'ouverture du rail à la concurrence, la loi de modernisation postale, mais aussi le rétablissement du travail de nuit des femmes dans l'industrie. Autre exemple: le projet de circulaire Barrot sur la libéralisation des transports qui exige l'ouverture des lignes de bus de la RATP à la concurrence.

D'autre part, le texte même de la « constitution » était inacceptable pourvu qu'on prenne la peine de le lire. Et nombre de travailleurs l'ont lu, et y ont trouvé, constitutionnalisées dans la partie III, un véritable hymne à la « concurrence libre et non faussée », ce qui veut dire un hymne à la « liberté » d'exploiter et d'opprimer. A cet égard, le vote positif du texte aurait été aussi une victoire politique pour Chirac et Raffarin, une approbation de leur politique.

Il n'est pas utile de revenir ici sur le contenu de la « constitution », sur lequel le Cercle s'est largement exprimé dans la mesure où c'était assurément un des moyens importants de nourrir le mouvement vers le « non » à Chirac.

Nous nous contenterons du rappel suivant. La première partie de la constitution prétendait revenir sur l'accord passé à Nice quant au fonctionnement des institutions de l'UE, au profit des plus grands pays. La deuxième introduisait une déclaration des droits fondamentaux d'inspiration catholique et à côté de laquelle la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 prendrait presque des airs radicaux. Et la troisième partie reprenait, en les modifiant et surtout en leur donnant une portée « constitutionnelle », les politiques économiques préconisées par tous les traités passés, celui de Rome et les nombreux traités conclus dans les années 90 (Acte Unique, Maastricht, Amsterdam). Le « non » du 29 mai prend inévitablement une signification supplémentaire : celui d'un « non » à l'Union Européenne des capitalismes.

Les eaux mêlées

Il serait naïf de voir dans ce référendum une sorte d'image d'Epinal et de considérer le « non » exclusivement comme un non de classe. Comme tout scrutin de ce type, les eaux sont mêlées (ce qui explique aussi sans doute le nombre de bulletins blancs et nuls parfois élevés dans certaines zones d'influence du Parti Socialiste). Ainsi, selon le sondage de sortie des urnes d'Ipsos, 51% des « artisans, commerçants et chef d'entreprise » auraient ainsi voté « non », et près du quart des électeurs de Chirac et Madelin lors du premier tour des présidentielles de 2002.

Du côté du grand capital, pas de doute : c'était quasi unanimement le « oui ». Mais dans des secteurs moins puissants de la bourgeoisie, dans la petite bourgeoisie, chez les patrons de PME, les commerçants, le discours d'un De Villiers et d'un Le Pen a été entendu. Ceux-ci se sont opposés au nouveau traité au nom de la souveraineté nationale (tout comme sur son propre plan le PT), et l'avaient déjà fait lors de l'introduction de l'euro. Ce sont ces secteurs en difficulté, ceux où la part du coût de la force de travail est plus importante, et qui sont donc plus que d'autres sous le feu de la concurrence, des principales puissances européennes, de l'Europe de l'est, de l'Asie.

Leur hostilité à la manière dont s'est développé l'Union Européenne depuis les années 90, depuis la réunification de l'Allemagne et avec elle la renaissance d'un géant économique et politique en plein cœur de l'Europe, n'est pas nouvelle. Une de ses cibles, c'est l'euro. L'euro avait

été créé sur initiative française pour essayer de lier les mains à l'impérialisme allemand à peine réunifié. Les conditions de réalisation de cette monnaie, qui est commune à des économies disparates, ont par contre été dictées par l'Allemagne, jusque dans la localisation de la Banque Centrale Européenne. Comme le mark (et pas la lire), l'euro devait pour eux être une monnaie forte et stable sur laquelle le capital financier allemand pourrait s'appuyer. Et aujourd'hui, le cours particulièrement élevé de cette monnaie pèse bien d'avantage sur des pays comme la France, et plus encore l'Italie, que sur l'Allemagne, que l'euro fort n'a pas empêché de devenir le premier pays exportateur mondial, parce qu'elle est la première puissance économique et industrielle de l'Union Européenne, et d'autant plus qu'elle a été renforcée par l'élargissement de l'Union Européenne à l'est de l'Europe.

S'est combinée à cela la dégradation de la conjoncture. Les déficits commerciaux sont réapparus de façon structurelle, les parts des entreprises sur le marché mondial sont en rétrécissement. La récession menace (voir aussi dans ce numéro l'article sur la situation économique). Raffarin avait eu le culot d'annoncer quelques jours avant le référendum que, si le « non » l'emportait, alors cela serait mauvais pour la situation économique. C'est l'inverse : la situation économique singulièrement dégradée a accru le mouvement des eaux mêlées vers le « non ». Autre élément d'appréciation non négligeable : la Bourse de Paris n'a nullement été affectée par la victoire du « non ».

Mais là non plus, il n'y a pas de cloison étanche entre le « non » et le « oui ». Il faut en ce sens accorder une importance toute particulière aux déclarations tenues par Jean Louis Debré, président UMP de l'Assemblée, et proche de Chirac, juste après le référendum. Il a réclamé le 31 mai une politique économique rompant de fait avec les traités antérieurs signés dans le cadre de l'UE, donc de la « constitution » - une politique dont l'application ferait chuter le cours de l'euro : *« une politique très active de redémarrage des investissements publics (...) la relance des grands travaux, un effort en faveur des emplois aidés (...) »* et pour cela *« s'affranchir des règles du pacte de stabilité » qui n'est « aujourd'hui plus le problème ».*

Cette déclaration en atteste : même dans les sommets de l'Etat, les tentations de s'affranchir ouvertement des règles posées depuis quinze ans pour faire fonctionner l'Union Européenne, de reprendre les orientations défendues par un De Villiers, sont grandes. Rien ne peut être exclu.

L'Union européenne en crise

C'est un des paradoxes de la situation ouverte par le « non » en France doublé de celui du 1er juin en Hollande. Le traité « constitutionnel » était une initiative conjointe de l'impérialisme français et de l'impérialisme allemand, rabibochés alors qu'au sommet de Nice leurs relations étaient mauvaises, pour s'octroyer un poids décisif sur les leviers de commande de l'UE (c'est ce genre de tractations de bandits que les politiciens bourgeois osent présenter sous les traits angéliques de « la construction de l'Europe politique »). Même si le traité final voyait les ambitions initiales revues à la baisse, sous la pression britannique, il s'inscrit dans un même processus qui a vu l'Allemagne et la France s'accorder sur la PAC, le budget de l'UE, et, donc, le fonctionnement des institutions.
Or le « traité constitutionnel » est pour l'heure dans le coma, sinon déjà mort, comme l'affirme Moscovici (PS). Il ne l'est pas seulement parce que dans le pays qui l'a initié, il a été recalé, ainsi qu'en Hollande trois jours plus tard.

Il l'est aussi parce que les circonstances qui ont présidé à sa naissance ne sont plus réunies. D'une part, la politique internationale de l'impérialisme français oscille à nouveau entre l'appui sur le puissant voisin allemand – comme depuis 2001 et notamment lors de la guerre américaine contre l'Irak - et l'alignement sur l'impérialisme américain. Au Moyen-Orient en tout cas, à partir de la question libanaise, comme *CPS* l'a analysé dans son numéro 19, c'est à un véritable revirement que s'est livrée, sous la direction de Chirac, la diplomatie française, marchant ouvertement aux côtés du gendarme américain. Echange de bons procédés ? En tout cas, une nouvelle fois, le gouvernement américain a fait savoir le 3 juin qu'il avait trouvé un accord avec Paris pour prolonger, une nouvelle fois, le mandat onusien de la force d'occupation de la Côte d'Ivoire (alors qu'à la veille de cette échéance, d'opportuns massacres venaient de se produire dans l'Ouest du pays) – sans doute, au moins jusqu'à la présidentielle d'octobre. Et alors qu'au Togo, dont l'importance n'a fait que grandir étant donnée la crise de la Côte d'Ivoire, les « amis de Chirac » ont organisé un coup d'Etat sanglant sous couvert d'élections totalement truquées, seul l'impérialisme allemand a réellement protesté et cherché à mettre des bâtons dans les roues de cette opération (*«un haut responsable diplomatique français estime qu'"il existe presque un conflit avec l'Allemagne sur le Togo »* selon *Le Monde* du 13 mai dernier). Les Etats-Unis, eux, ont reconnu le « président » Faure, « ami de Chirac » dont l'élection frauduleuse suivie par la répression a été saluée publiquement par Barnier, alors ministre des affaires étrangères de Chirac.

A ces démêlés sur la scène internationale s'ajoute cette constante de l'Union Européenne : comme chaque fois que la conjoncture économique est menaçante en Europe, les affrontements y redoublent. La bourgeoisie britannique en particulier tente de profiter du « non » français pour enterrer au plus vite ce projet de « constitution » qu'elle avait subi.
De son côté, Schröder est intervenu publiquement pour s'opposer au report de l'intégration de deux nouveaux pays dans l'UE (Roumanie, Bulgarie). Preuve que celle-ci ne va plus de soi.

Mais c'est autour de l'euro, de son niveau, sinon de son existence, que se nouent aujourd'hui les tensions. En

Italie, Maroni, ministre certes marginal, a fait des déclarations fracassantes dans la *Repubblica* prônant le retour à la lire (sous-entendu : aux dévaluations dites « compétitives »). Cette option est suffisamment prise au sérieux pour que la BCE se soit sentie obligée de y répondre sans attendre. La bourgeoisie allemande, considérant quant à elle, non pas le cours de l'euro, mais les déficits public croissants des pays membres de la zone euro (notamment la Grèce et le Portugal, qu'elle qualifiait lors de l'instauration de la monnaie commune de « *pays du club-med* »), laisse filtrer son mécontentement. Le journal *Stern* a fait avoir que le président de la Bundesbank discutait avec le ministre des finances Eichel de « *l'échec de l'union monétaire* ». Le ministre de l'économie Clément déclarait le 2 juin :

« Le pays paie un "prix non négligeable" en terme de croissance sur l'autel de l'Union monétaire car il doit faire face à des taux d'intérêt supérieurs à ce qu'ils seraient si l'Allemagne avait encore la maîtrise de sa politique monétaire ».

L'Union Européenne est donc entrée en crise, alors même que la situation économique mondiale reste plus qu'incertaine. Elle n'est pas pour autant balayée par le simple effet de deux référendums intervenant dans ce contexte particulièrement tendu. Ce sont bien entendu pour une part les aléas de la conjoncture économique mondiale qui disloqueront, ou pas, l'artificielle zone euro et précipiteront, ou pas, une crise économique bien pire que celle qui touche aujourd'hui le continent. Mais joueront tout autant les développements de la situation politique dans les pays clé : en Allemagne bien entendu, et en France, où la situation créée par le « non » massif à Chirac et à son plébiscite, est, au moment où ces lignes sont écrites, loin d'être stabilisée.

Chirac tente de reprendre l'initiative

Tentant de stabiliser la situation, pour reprendre l'initiative, Chirac a mis en branle dès le soir du référendum un dispositif axé autour d'un « changement » de gouvernement. En réalité, le mot doit être mis entre guillemets, tant ce changement s'apparente à un jeu de chaises musicales. Néanmoins, ce gouvernement présente des caractéristiques nouvelles. D'une part, les ministres en cours de « réformes » auxquelles les dirigeants syndicaux avaient été amenés à s'opposer en paroles, sont remerciés et non permutés. Ainsi Fillon (cumulard en la matière de « réformes ») de l'Education, D'Aubert de la Recherche, Dutreil de la Fonction publique.

Par ailleurs, revenant sur les règles de circonstances qu'il avait lui-même édictées, Chirac a nommé Sarkozy, chef de l'UMP, à l'Intérieur, entouré de ses fidèles. Cette entrée souligne le double caractère de ce gouvernement. Gouvernement restreint, de crise, constitué essentiellement de la garde rapprochée de Chirac emmenée par Galouzeau de Villepin, éternel chef de cabinet de Chirac. Mais aussi gouvernement de combat, suivant un plan prévu depuis des semaines.

De Villepin s'était fait remarquer en affirmant dès la mi-avril « *Quel que soit le résultat du référendum, il faudra une politique encore plus volontaire, encore plus audacieuse, encore plus solidaire* », précisant à toutes fins utiles que cette affirmation avait reçu l'aval de Chirac. Et quelle politique ? Sarkozy, aujourd'hui vice-premier ministre, l'avait lui aussi synthétisée avant le référendum en appelant à voter oui pour faire feu sur « *le modèle social français* ». Dans *Le Monde* du 17 mai, on pouvait encore lire :

« Thierry Breton, le nouveau ministre de l'économie, veut convaincre le président qu'il lui reste encore du temps pour mener une ou deux autres grandes réformes, qui permettraient à la France de vaincre son chômage structurel. A Bercy, on voit déjà une "fenêtre de tir" après le référendum, si le oui l'emporte. ».

Mais le « oui », Chirac, son gouvernement, ont subi une brutale défaite au référendum. La « fenêtre de tir » sur les acquis ouvriers évoquée par Breton n'a pas été ouverte, et la capacité de Chirac et de ses aides de camp à mener la politique exigée par le capital financier est en question. Pourtant l'appétit du Medef est grand ! Au lendemain du référendum, Seillière a énoncé ceci:

« seule la mise en œuvre immédiate et accélérée d'un programme de réformes peut rétablir notre situation économique et éviter que notre système de protection sociale se dégrade. Le MEDEF demande à ceux qui nous gouvernent d'engager sans délai la modernisation exigée par les entreprises de notre pays. »

C'est en d'autres termes ce que Sarkozy a lui aussi proclamé, revanchard, dès le soir du référendum, en posant sa candidature pour réaliser :

« des remises en cause profondes, rapides, vigoureuses », « en finir avec nos immobilismes, avec nos frilosités, avec tout simplement nos habitudes pour faire bouger le pays et le remettre en mouvement sans tarder » dans « une période difficile qui s'ouvre ».

De fait, les projets que réclame le Medef sont déjà prêts – en la matière on improvise aussi peu que possible. La « réforme »/nettoyage du code du travail, la création notamment du contrat de travail intermédiaire, des contrats de mission de longue durée, sont préparés depuis des mois. Les « négociations » visant à briser les corps statutaires de la fonction publique, et avec eux le statut général de la fonction publique, ont été engagées. Il en est de même des dispositions visant à aller, par la bande, vers l'instauration d'un service minimum garanti dans les transports parisiens, contre le droit de grève, pour ne pas parler de la privatisation d'EDF-GDF, de la « réforme » de la Recherche publique. Les décrets d'application de la loi Fillon sur l'éducation sont prêts – et les tribunaux en écrivent les détails comme l'esprit en condamnant les lycéens à des peines iniques. La chasse aux immigrés devrait franchir un nouveau cran, selon le plan prévu par de Villepin alors ministre de l'intérieur. A cela s'ajoute l'entrée progressive en vigueur des dispositions du plan de « cohésion sociale » de Borloo. Thierry Breton a décliné

quant à lui sur France-Info le 2 juin une profession de foi, supprimer autant de postes de fonctionnaires que possible:

« je me suis battu" pour que Bercy puisse obtenir la Réforme de l'Etat, puisque c'est précisément par la réforme de l'Etat qu'on pourra se dégager des marges de manoeuvre"

Voilà le contenu de la « nouvelle impulsion » que prétend donner Chirac. Avec la nomination de Sarkozy, après son discours du soir du référendum, et avec son passé de ministre de l'intérieur que Le Pen n'aurait pas renié, on a là autant d'appels à tout ce que la France compte de réactionnaires pour qu'ils se mobilisent et fassent bloc derrière un gouvernement qui se veut de combat.

Mais encore faut-il avoir les moyens politiques de mettre en œuvre ce programme, et en particulier de porter un coup sérieux au droit du travail, exigence essentielle du Medef depuis des mois. Or, Chirac, De Villepin, Sarkozy, sont dans une situation de crise, où précisément ces moyens risquent de leur faire défaut.
C'est pourquoi Chirac et De Villepin ont lancé un véritable appel au secours aux directions des organisations syndicales ouvrières.

Association des dirigeants syndicaux : vers une nouvelle étape ?

Dans son discours annonçant le changement de premier ministre, Chirac, après avoir salué les « réformes » entreprises depuis trois ans, a déclaré :

« L'urgence, ce n'est pas d'ajouter des textes aux textes, c'est l'engagement résolu de tous les acteurs. Quand il s'agit de la croissance, du chômage, de la précarité, aucune solution ne doit être écartée par préjugé, aucune ne doit être découragée. Le seul critère est celui de l'efficacité. Le Gouvernement s'engagera résolument dans cette voie. J'appelle au même engagement les entreprises et les syndicats car ce qui est en jeu c'est de démontrer qu'en agissant ensemble, avec, à l'esprit, le seul intérêt national, nous sommes capables de gagner la bataille de l'emploi tout en restant nous-mêmes ! . »

C'est un véritable appel à l'union nationale sous prétexte de lutter contre le chômage – tels ceux qui ailleurs en Europe ont débouché sur différents « pactes pour l'emploi » qui ont vu systématiquement les dirigeants des centrales ouvrières prendre en charge une partie des revendications patronales.

Un « modèle » fait couler beaucoup d'encre, et de Villepin s'y est référé dans le *JDD* du 5 juin, c'est le « modèle danois », vanté par de Villepin, pour « *ses mesures respectueuses de l'exigence sociale* ». Qu'est-ce qui attire donc depuis des mois les regards des bourgeois français vers ce petit pays ? Son taux de chômage plutôt bas ? Un rapport d'information parlementaire déposé à l'automne 2004 par P.Méhaignerie répond :

« un marché du travail totalement flexible » (...) « Il n'y a pas au Danemark de « droit du travail » au sens classique du terme : l'essentiel est uniquement le fait d'accords entre employeurs et salariés, librement consentis. La convention collective, négociée entre employeurs et salariés, ne couvre pas tout le marché du travail - mais environ 75 % des salariés et la presque totalité des employés du secteur public - et, dans les cas qu'elle couvre, elle n'impose pas nécessairement une règle immuable à laquelle il serait impossible de déroger. Au contraire, elle est plutôt une « norme », au sens d'un dispositif cadre, mais dont les partenaires restent libres de s'éloigner au sein d'une entreprise donnée. »
(...)
« il n'y a pas de loi pour régir le salaire minimum, le temps de travail, l'emploi des handicapés, le droit de grève, etc. pour s'en tenir à des cas emblématiques. C'est, par exemple, l'actuelle convention collective librement négociée qui prohibe, pendant la durée de son application, le droit de grève. »

Mentionnons qu'au Danemark, sur une population active de totale 2,8 millions de personnes, 1,7 million sont adhérentes de la centrale syndicale LO. Toujours selon ce rapport :

« L.O a un rôle central dans la détermination des règles de flexi-sécurité et participe pleinement à la négociation de la convention collective, mais aussi à de très nombreuses négociations de branche ou d'entreprises. M. Rasmussen, chef du service économique, souligne le fort degré de convergence auquel aboutit le système. Il se félicite du fait que la négociation permanente ne soit pas construite sur une logique d'affrontement »

Evidemment, ce qui intéresse le gouvernement Chirac-de Villepin-Sarkozy, c'est d'aller dans le sens de la destruction du « droit du travail au sens classique du terme » et de faire reculer le droit du travail au profit des accords entre partenaires sociaux. Ce qui était depuis le début, il faut le rappeler, l'esprit de la « refondation sociale » du Medef.
De plus le concept de « flexsécurité » danoise ne peut que trouver du répondant chez la direction CGT laquelle propose de s'engager dans une voie similaire, sous le nom de « sécurité sociale interprofessionnelle ».

Mais cette référence au « modèle danois », signifie avant tout une volonté étroite d'associer les dirigeants syndicaux, de leur faire franchir un pas de plus sur la route de la cogestion. Pour ceux, inexpérimentés ministres, qui n'auraient pas compris, telle C.Lagarde qui avait présenté à la radio les choses sous un jour clair en annonçant une réforme du code du travail, de Villepin signifiait le silence, dans le même *journal du dimanche*.

Il est ô combien significatif que ce soit aux « partenaires sociaux » que de Villepin réserve ses premiers contacts, les recevant tous les lundi 6 juin, avant même son discours de politique générale.

Les dirigeants syndicaux, contre le résultat du référendum, votent la confiance anticipée à Chirac-Villepin

Que tous les dirigeants syndicaux acceptent de se rendre à cette invitation, alors même que Chirac et sa politique ont subi une défaite écrasante lors du référendum, alors même qu'aucun doute ne peut être nourri sur la politique du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, alors même que ce sont les mêmes ministres, vaut motion de confiance avant l'heure.
Cette confiance-là est bien plus précieuse aux yeux de Chirac en ces heures difficiles que celle de sa « majorité » -croupion au parlement. On imagine sans peine la situation qui aurait résulté d'un refus catégorique des directions syndicales d'aller à Matignon le 6 juin ! Avant même le discours de politique générale, le gouvernement en aurait été mortellement atteint.

Au contraire, Mailly, pour FO, a même déclaré : « *Il faut attendre. Il s'agit de voir quels seront les moyens utilisés pour arriver aux fins, et là-dessus on attend ce que dira le gouvernement* ». Son confrère Thibault, tout en allant rencontrer Galouzeau de Villepin, dit craindre « *une politique plus libérale encore* ». Mais il va, cyniquement, en discuter. La direction de la FSU elle a même osé faire croire qu'on pourrait attendre d'un tel gouvernement « *un changement de politique* »! Chérèque, lui, de par la nature réactionnaire de la confédération CFDT qu'il dirige, peut donner la direction vers laquelle tendent ces rencontres : un pacte social, pour lequel naturellement il se déclare prêt : «*Le président de la République nous a parlé d'un pacte social. Derrière ce mot, on voudrait qu'il y ait un contenu, une réalité et une méthode* ».

Voilà donc la signification de ces rencontres : les dirigeants des confédérations s'affirment ainsi prêts à discuter d'un éventuel « *pacte social* », quel qu'en soit le nom et le sort ultérieur, avec le gouvernement Chirac-De Villepin.

C'est là cracher sur le verdict du référendum du 29 mai. Aucune des directions confédérales ou fédérales n'avait appelé à voter « non », pas plus qu'elles n'avaient remis en cause Chirac. Et après le « non » massif du 29 mai, elles voudraient même voter la confiance avant les députés UMP au nouveau gouvernement, cautionner, légitimer, discuter avec les responsables des licenciements, de la précarité, de la liquidation des acquis ouvriers.

Mais on doit préciser que sur ce terrain, elle ne sont pas seules. Au sortir du référendum, les bavardages creux sur « l'Europe » ont encore un rôle politique de diversion à jouer. Au soir du référendum, les tenants du « non de gauche », les Buffet, les Emmanuelli ou Mélanchon, n'avaient qu'un mot en bouche « re-né-go-cia-tion » du projet de constitution. Et qui donc devrait s'en charger ? Pardi, Chirac ! Mélanchon pouvait bien ajouter « sinon, qu'il se démette », cela ne change rien au fond de l'affaire : dès le 29 mai au soir, les principaux ténors du « non de gauche » s'affirmaient prêts à introniser Chirac comme leur porte-parole : bref, eux aussi, à lui voter la confiance.

Le PS en crise

Sur un plan au moins, la manœuvre qu'était pour Chirac la tenue d'un référendum n'a pas échoué, et il est d'importance alors que qu'il combat pour juguler la crise ouverte par le « non » : le PS est en crise, profondément divisé. A en croire Arnaud Montebourg, interviewé par *le Monde*, « *les adhérents déchirent leur carte et le parti est au bord de la crise de nerfs* ». De nombreuses fédérations, comme celle du Nord que dirige Dolez, sont divisées.

L'origine de cette crise, c'est que la direction du PS, sous couvert « d'Europe », a développé une nouvelle fois une politique d'union nationale derrière Chirac, comme en mai 2002. C'est parce que nombre d'adhérents du PS, plus encore de sympathisants, ne pouvaient pas accepter qu'on leur fasse voter Chirac, qu'on leur fasse approuver sa politique via la partie III de la constitution, que des résistances sont apparues dans ce parti. Et c'est en relation plus largement avec la volonté croissante du prolétariat de retourner l'arme du référendum contre Chirac que même Fabius, pour ses raisons personnelles évidentes, s'est engagé à fond pour le « non ». Le référendum a rappelé la nature contradictoire du Parti Socialiste, parti ouvrier-bourgeois parlementaire particulièrement dégénéré.

En décidant de sanctionner Fabius au lieu de s'en prendre à Chirac qu'elle désignait pourtant dans le même temps comme le principal responsable de la défaite du « oui », en décidant de convoquer un congrès extraordinaire pour l'automne, la direction du PS rend à nouveau un fier service à Chirac, qui peut espérer être tranquille du côté du PS jusqu'au dit congrès. . Viré de la direction du PS, Fabius ne renoncera pas à son statut de futur candidat du PS à l'élection présidentielle.. Hollande et ses partisans ont pris l'initiative d'ouvrir les hostilités. Une bataille sans merci va s'engager et le congrès de Rennes risque de figurer au rang de simple escarmouche au regard des affrontements qui se préparent à l'occasion de la préparation du prochain congrès. Un signe l'atteste : le vote du Conseil National virant Fabius et ses amis de la direction n'a obtenu que 99 des 200 voix des membres élus du Conseil national. Ce sont les voix de secrétaires fédéraux qui ont fait pencher la balance dans le sens de Hollande, Aubry et Strauss-Kahn. Ce dernier, qui semble avoir vu sa position au sein de l'appareil renforcée, se fixe même l'objectif de profiter de ce congrès de « clarification » (proposé par son bras droit Cambadélis, féal de Jospin, dès le lendemain du référendum) pour lutter contre « *le bloc néo-communiste* » que serait selon lui le « *non de gauche* ».

Il est à noter que de leur côté, bien que tempêtant et vitupérant, les autres tenants du « non » au sommet du PS

semblent craindre un tel congrès, en tout cas se sont bien gardés de le demander et de s'y référer. Emmanuelli a même évoqué une proposition de « primaires à gauche », suivant l'exemple ... du Parti Démocrate américain, proposition qui reviendrait à interdire au PS et/ou au PCF de choisir souverainement leur candidat pour la présidentielle ! Mélenchon, qui ne tarit pas d'éloges sur la direction du PCF, s'est lui prononcé pour des « Etats généraux », formule qui dans l'histoire du PS a toujours recouvert des tentatives de liquider ce parti.

Les développements de la situation au sein du PS seront inévitablement liés, comme cela vient d'être le cas, aux développements de la situation politique, de la lutte de classe du prolétariat. Mais le fait que ce parti soit entré en crise et qu'il se prépare maintenant un congrès de règlements de comptes fait aussi partie de cette situation politique, et constitue un obstacle pour les masses qui cherchent une alternative politique immédiate à ce gouvernement Chirac-Villepin. La voie de cette alternative n'en existe pas moins.

Vaincre, chasser le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, sa « majorité » UMP, est objectivement possible

LA situation n'est pas encore stabilisée. Le « nouveau » gouvernement qu'il a constitué est un gouvernement de crise, crise ouverte par le « non » massif au référendum du 29 mai, « non » à Chirac, son gouvernement, sa politique et à la « constitution » européenne. Dans un contexte marqué depuis des semaines par l'affirmation de la volonté de secteurs significatifs de combattre pour défendre leurs conditions d'existence et de travail, cette situation est propice à ce que s'engagent un ou des mouvements dans tel ou tel secteur du prolétariat, inévitablement tourné contre le gouvernement et la « majorité » UMP dès lors qu'ils auraient une certaine ampleur.

Freine inévitablement l'engagement de tels combats l'absence d'alternative politique immédiatement saisissable au gouvernement Chirac-Villepin. A cela, dans les conditions actuelles, il n'est qu'une seule réponse. Le combat pour en finir avec Chirac et sa « majorité » exige que soit réalisé le front unique des organisations du mouvement ouvrier, syndicats, partis. Chirac, son gouvernement, n'y résisteraient pas, et dans le mouvement des masses tendant à les faire tomber se dégageraient les contours d'un autre gouvernement, émanant du front unique des seules organisations du mouvement ouvrer (partis, syndicats), un gouvernement dont les masses exigeraient qu'il mène une politique permettant de satisfaire leurs aspirations, une politique que dégage la déclaration du Cercle publiée en tête de ce bulletin.

C'est cette politique que concentre, au moment présent, le mot d'ordre de manifestation à un million et plus devant et contre l'Assemblée nationale UMP-UDF à l'appel uni des organisations du mouvement ouvrier, pour balayer la « majorité » UMP.

Sur cet axe, il est non moins indispensable de combattre, en s'appuyant sur le verdict du référendum, pour que soit rompues les « négociations » en cours entre patronat, gouvernement, et directions syndicales – et contre tout « sommet » ou autres manœuvre que le gouvernement sera inéluctablement tenté de mener sous couvert de « l'emploi » afin de mener sa politique réactionnaire à couvert des appareils syndicaux.

En particulier, il s'agit d'exiger que soient rompues les discussions en cours entre Medef et confédérations, par exemple sur « l'emploi des séniors » - le Medef veut y faire passer l'idée d'un contrat leur étant spécifique, dérogatoire. Mais aussi celles engagées dans la fonction publique sur le statut, ou sur les décrets d'application de la loi Fillon contre l'enseignement public, la responsabilité des dirigeants FSU et autres étant au contraire d'exiger l'abrogation de cette loi et le retrait de tous les projets de décrets. Dans les transports, il s'agit principalement d'exiger le retrait des projets, en région parisienne, et sous d'autres formes en province, d'instauration de service garanti – projets attentatoires au droit de grève – et de refuser toute discussion dessus.

Le moment politique ne doit pas être mal évalué. Ainsi la grève SNCF du 2 juin, certes significative, n'a pas été qualitativement différente de tant d'autres « journées d'action ». Ainsi à la Poste, alors même que le GIPN, unité d'élite de la gendarmerie, intervenait contre les grévistes du centre de tri de Bègles, le week-end du référendum, les réactions dans les autres centres de tri étaient limitées et brèves.

Pour autant, et en particulier tant que la situation créée par le « non à Chirac » du 29 mai n'est pas refermée, il faut faire fond sur la spontanéité des masses, et la nourrir autant que possible en intervenant sur l'orientation présentée ci-dessus et que la déclaration du Cercle résume.

Et sur cette orientation, pour cette politique, il faut se regrouper, pour contribuer ainsi à la construction du parti ouvrier révolutionnaire dont les travailleurs et la jeunesse de ce pays ont un pressant besoin.

Le 5 juin 2005

Additif : Après le discours de politique générale de Villepin du 8 juin

Le majordome de Chirac a confirmé le caractère de son gouvernement : gouvernement de crise, gouvernement de combat. Il entend ainsi multiplier les cadeaux au patronat, les contrats précaires, pressurer les chômeurs et, en commençant par les petites entreprises, multiplier les entorses au droit du travail, avec comme mesure phare la création d'un contrat de travail à période d'essai ... de deux ans. Il entend procéder par ordonnances, après « concertation approfondie avec les partenaire sociaux », et faire voter le parlement d'ici la fin du mois. Les exigences de la déclaration du Cercle qui ouvre ce *CPS* doivent s'imposer aux dirigeants confédéraux : aucune discussion avec le gouvernement sous couvert de « l'emploi », et, le cas échéant, manifestation centrale à l'Assemblée contre le vote du projet de loi autorisant le recours aux ordonnances.

Les militants interviennent et informent CPS

I. Enseignement public

Motions adoptées au lycée Bristol de Cannes le 13 mai 2005.

Motion boycott des "conseils pédagogiques".
Les enseignants réunis le 13 mai 2005 à l'initiative de la section SNES du lycée Bristol de Cannes considèrent que les "conseils pédagogiques" sont des instances de surveillance et une atteinte à la liberté des enseignants.
En conséquence, ils s'adressent aux directions des fédérations et des confédérations syndicales de l'enseignement pour qu'elles appellent solennellement et nationalement au boycott des conseils pédagogiques.

20 pour, unanimité

Motion abrogation du « plan dépendance » et de la « journée de solidarité ».
Les enseignants réunis le 13 mai 2005 à l'initiative de la section SNES du lycée Bristol de Cannes :
Déclarent A bas la « corvée » ! Non à l'instauration du travail non payé !
Considèrent que la loi qui instaure la journée dite frauduleusement de « solidarité » représente tout à la fois une augmentation des charges de la seule part salariale, et par une journée de travail supplémentaire augmente l'exploitation des travailleurs, sous la forme de travail non payé.
Rejettent les protestations hypocrites de « solidarité », tandis que le gouvernement ferme postes et lits dans les hôpitaux publics, (1800 postes supprimés dans les seuls hôpitaux de Paris), étouffe le secteur des urgences pour ne parler que de la santé publique.

Nous nous adressons aux dirigeants du SNES, de la FSU de la manière suivante :
Au lieu de suppliques adressées au gouvernement Chirac-Raffarin pour trouver une autre forme à la « *nécessaire solidarité* » (pétition adressée à Raffarin en p. 9 du supplément à l'US n° 618, 25 mars 2005), c'est-à-dire une autre forme de l'augmentation du temps de travail, ou de la baisse des salaires, lancez un véritable appel à la grève de l'enseignement public le 16 mai sur la base du mot d'ordre :

Abrogation du « plan dépendance » et de la « journée de solidarité » !

Adressez vous aux dirigeants des fédérations de l'enseignement, des confédérations CGT et FO, pour qu'ils appèlent à la grève générale le 16 mai, pour l'abrogation du plan « dépendance » qui instaure la journée dite de solidarité !

10 pour, 6 abstentions (sur 16 votants)

II. Finances: intervention au congrès départemental FO-Trésor de Paris

Dans dix jours, nous sommes appelés à voter lors du referendum que Chirac a décidé pour s'octroyer un plébiscite. « L'Europe » a bon dos en l'affaire : l'Union Européenne est de toute façon depuis ses origines un cadre de collaboration entre les principales puissances de l'Europe qui va au gré de leurs ententes ou mésententes. Il suffit de rappeler que, lors du dépeçage de la Yougoslavie ou lors de la guerre en Irak, chaque pays européen joue pour son propre compte. Ils ne se retrouvent que pour porter des coups aux travailleurs dans tous les pays de l'U.E., U.E. qui est aujourd'hui celle de la récession, du chômage de masse et des contre-réformes.
L'Europe a bon dos : Chirac veut un « oui ». Il en attend une plus grande aisance pour entamer une dernière phase de la politique réactionnaire qu'il mène avec Raffarin depuis 2002.

A l'ordre du jour, on peut commencer par citer différentes mesures immédiates que veut prendre le gouvernement : la privatisation d'EDF/GDF, dès le 30 mai la réforme du bac.

Puis il y a en parallèle l'offensive réclamée par le Medef sur le code du travail et de son côté Dutreil qui prépare la casse du statut de la Fonction Publique, nouvelle cible importante du gouvernement après les retraites et la Sécurité sociale.

Ainsi, lors du referendum, il s'agira de dire "Non" à Chirac et à sa politique.

Dans la fonction publique, on sait que les échéances se rapprochent, il n'y a plus d'ambiguïté, Dutreil l'a annoncé, il veut casser le statut de la Fonction Publique. Il a fait connaître ses intentions aux directions syndicales le 18 avril dernier en donnant son calendrier.
Il vient de faire état dans un mail adressé aux agents de l'Etat de la mise en place, « en concertation avec les organisations syndicales » d'un « programme de modernisation ». Ce programme doit préciser les « grands chantiers d'amélioration de la fonction publique pour les mois à venir » devant aboutir en décembre 2005.

Ainsi entre mai et décembre 2005, il entend s'attaquer à la destruction des corps statutaires, aux déroulements de carrières, cela en concertation avec les directions syndicales.

Ensuite entre novembre 2005 et juin 2006, ce serait au tour de la mise en place de la prise en compte du « mérite » dans les rémunérations, les carrières, et à la reconnaissance de l'expérience professionnelle à la place des concours et de la reconnaissance de la qualification.

Et la première étape aura lieu avec son projet de loi « Portant dispositions relatives à la fonction publique » où est inclus la mise en place du PACTE, c'est-à-dire l'introduction de contrats précaires dans la fonction publique, et du recrutement sans concours.

Pour Dutreil la participation des organisations syndicales à son « planning » est indipensable.

Le fait que Dutreil ait renoncé le 18 avril à faire signer aux directions syndicales son accord de méthode concernant la mise en place du calendrier de discussion, puisque celles-ci n'auraient sans doute pas signé, montre que le plus important pour le gouvernement c'est d'associer les organisations syndicales aux discussions, comme pour le diagnostic partagé sur la sécu.

La casse du statut de la fonction publique n'est pas négociable, il s'agit d'ores et déjà de dire au gouvernement : bas les pattes devant le statut ; et de préparer le combat, dans l'unité, pour la défense inconditionnel de notre statut.

C'est pourquoi je présente la motion suivante :

"Le Congrès départemental FO-Trésor constate que l'intégralité du programme de DUTREIL n'a d'autre objectif que de liquider purement et simplement le statut de la fonction publique par la suppression des corps et des grades au profit de cadres statutaires (dès décembre 2005), la liquidation des concours sanctionnant un niveau de connaissances c'est-à-dire une qualification (Juin 2006), la généralisation de la mobilité et de la flexibilité, la mise en place du salaire au mérite, etc...
Il s'adresse à la direction du Syndicat FO-Trésor pour qu'il demande à la direction de la Fédération des Fonctionnaires FO de
- en premier lieu ne pas se rendre aux rencontres qui doivent avoir lieu avec le ministre Dutreil ;
- de boycotter toutes les réunions de concertation prévues dans les semaines qui suivent au ministère pour discuter de la liquidation du statut de la Fonction Publique et ce dès celle prévue le 24 mai prochain.
- De s'adresser aux directions des autres organisations syndicales pour qu'elles prennent la même position.
Pour réunir les conditions du combat dans l'unité pour la défense inconditionnelle du statut.

On nous communique

Motion présentée par le courant Front Unique au BDFN de la FSU du 30 Mai

Le BDFN de la FSU réuni le lendemain du référendum du 29 Mai constate:

Malgré l'intervention massive des médias aux ordres, malgré l'intervention massive de Chirac lui-même donnant à ce référendum le caractère d'un plébiscite, l'immense majorité des ouvriers, des employés, plus généralement des travailleurs et de la jeunesse ont infligé une défaite cinglante au gouvernement de Chirac, à sa "majorité" parlementaire UMP-UDF.

Il ne s'agit pas seulement d'un NON à la prétendue "constitution" européenne, bien que les travailleurs aient clairement apprécié celle-ci pour ce qu'elle était: une nouvelle arme dans les mains des différents gouvernements d'Europe pour concasser les conquêtes et droits ouvriers.

Il s'agit d'abord d'un NON à Chirac.

Le BDFN de la FSU ne peut entretenir la moindre illusion sur le fait que le gouvernement Chirac flanqué d'un nouveau premier ministre puisse faire demain une politique qui ne soit pas au service du capital financier: non seulement parce que toute la politique du gouvernement de Chirac depuis 2002 témoigne du contraire, mais plus particulièrement parce que dans un passé récent sa défaite aux régionales ne l'a nullement empêché quelques semaines plus tard de faire adopter par sa "majorité" la contre réforme de la Sécurité Sociale, la privatisation d'EDF GDF par exemple.

Il n'est pas d'autre manière d'en finir avec la politique de Chirac que d'en finir avec Chirac lui même, son gouvernement, sa prétendue "majorité" UMP UDF à l'Assemblée.

Aucun travailleur ne peut accepter qu'après cette cinglante défaite continuent à s'appliquer la loi Fillon, la loi Morange d'allongement du temps de travail, la loi Borloo de liquidation du monopole de l'ANPE, de développement de l'Apprentissage au détriment de l'Enseignement technique et professionnel public, la chasse aux immigrés notamment.

Aucun travailleur ne peut accepter qu'un gouvernement Chirac puisse continuer dans le sens de la liquidation du statut de la Fonction Publique, du Code du Travail, de privatisation de la Recherche Publique.

Le BDFN de la FSU décide en conséquence que la FSU rompt toute concertation avec ce gouvernement. Elle refusera de même toute concertation avec un prochain gouvernement Chirac, clairement illégitime. Il s'adresse à la CGT et à FO pour qu'elles adoptent la même position.

Il s'adresse à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) pour l'organisation d'une puissante manifestation à l'Assemblée Nationale rassemblant par centaines de milliers les travailleurs, sur le mot d'ordre: dehors Chirac, son gouvernement, son Assemblée UMP UDF . Il s'adresse en particulier immédiatement dans ce sens aux confédérations CGT et Force Ouvrière, au Parti Socialiste et Parti Communiste Français.

Motion Front Unique présentée contre le coup d'état au Togo au CDFN des 17 et 18 mai

"Le CDFN de la FSU condamne le coup d'Etat intervenu au Togo et accompagné d'une fraude électorale massive lors des élections présidentielles, coup d'Etat suivi d'une vague de répression. Le CDFN dénonce le soutien apporté à ce coup d'Etat par le gouvernement Chirac Raffarin Barnier.

Il soutient l'exigence de la démission immédiate et sans condition du "président" Fauré, se prononce pour le départ immédiat du contingent militaire français stationné à Lomé ainsi que celui des troupes françaises stationnées en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire, au service de la politique impérialiste du gouvernement de Chirac et des grands groupes capitalistes qui pillent l'Afrique depuis des décennies. Elle s'adresse aux organisations issues du mouvement ouvrier (syndicats, partis) pour qu'ils se prononcent dans ce sens."

Pour: 3 Contre 62 Abstention 6 RV 15

Italie :

Après les élections régionales, comment en finir avec Berlusconi ?

Les élections régionales de 2005, une cinglante défaite pour Berlusconi et ses alliés.

Bien que les pèlerins affluant à Rome pour l'enterrement du pape eussent réclamé sa canonisation immédiate, force est de le constater, aucun miracle n'a eu lieu.

Ce n'est certes pas faute d'avoir proclamé un deuil national de trois jours, ce n'est certes pas faute de déclarations de tout le personnel politique italien en hommage au « souverain pontife », jusqu'aux représentants des « Démocrati di Sinistra » (DS), et du « Partito della Rifondazione Communista » (PRC), issus de l'éclatement du PCI, qui y allèrent de leur petite phrase pour souligner l'engagement « moral » du pape des « droits de l'homme » - ce pape le plus ouvertement réactionnaire depuis Pie XII. Durant la semaine qui a suivi les élections régionales, leurs résultats semblaient avoir été ensevelis sous l'afflux des représentants de la cagoterie catholique des quatre coins de la planète, les tenues chamarrées des cardinaux et l'hommage des chefs d'Etats de tous horizons.

Pourtant, pour comprendre les résultats des élections, nul besoin de conclave, d'interpréter les signaux de fumée : 11 régions à l'opposition sur les 13 en jeu. Seuls les bastions de la Lombardie et de la Vénétie ne sont pas tombés. Six régions ont basculé : le Latium (Rome), la Ligurie (Gênes), le Piémont (Turin), les Abruzzes, les Pouilles et enfin la Calabre. Dans toutes les régions déjà détenues par les coalitions dites de « centre-gauche », les scores ont été spectaculaires, jusqu'à 62 % en Emilie-Romagne, tandis que l'alliance du « centre droit », la « maison des libertés », n'y faisait que 30 % ! Partout le parti de Berlusconi, Forza Italia, perd des voix.

Fini, le vice-premier ministre déclarait le lundi 4 avril :

« le gouvernement est politiquement affaibli, il nous faudra beaucoup d'humilité et de sérieux pour que le résultat de 2006 nous soit favorable ».

C'est que ces élections faisaient figure de répétition générale pour les législatives de 2006. Tandis que Prodi, étonné lui même déclarait :

« Je ne m'attendais pas à un succès de cette ampleur. Les Italiens nous demandent de nous préparer à gouverner pour faire avancer le pays. »

Prodi propose donc de prolonger le bail de Berlusconi jusqu'en 2006. En attendant, c'est aux critiques de ses partenaires de la majorité, que Berlusconi a dû faire face, bien plus violentes que celles de l'opposition ! L'UDC, une des fractions de la démocratie chrétienne soutenant Berlusconi, réclame une « *réflexion en profondeur* », et souligne que ces élections étaient « *un référendum sur Berlusconi* ». Alors, le résultat est clairement non.

Finalement, c'est le président de la Cofindustria, la confédération patronale italienne, lui-même patron du plus grand groupe du pays, Fiat, qui évoquera des élections anticipées. Pour obtenir un gouvernement qui ait les moyens de gouverner. Mais après une mini-crise « parlementaire » entre les alliés de la « maison des libertés », Berlusconi qui avait dû démissionner, s'est vu confier la tâche de reformer un gouvernement, avec les mêmes ! Il déclare :

« le gouvernement terminera la législature et travaillera treize mois, soit plus que la moyenne des gouvernements du passé, qui tombaient tous les onze mois. » .

Et quel programme mettra en œuvre ce gouvernement ? Voici le compte-rendu qu'en fait *le Monde* du 28 avril :

« La relance proposée par Silvio Berlusconi pour la dernière année de la législature porte sur trois points : les entreprises, les familles et le Mezzogiorno. Le chef du gouvernement a annoncé une réforme de la fiscalité sur les sociétés, en particulier la réduction des cotisations sociales.

Ces mesures, destinées à réduire le coût du travail, devraient favoriser la consommation, a-t-il précisé, en augmentant le pouvoir d'achat des familles. Cela devrait représenter un dégrèvement de 12 milliards d'euros sur trois ans. M. Berlusconi a, par ailleurs, annoncé qu'il poursuivrait sur la voie des baisses d'impôts pour les faibles revenus. »

Non seulement Berlusconi est maintenu au pouvoir, mais il poursuit sans encombre la liquidation de la sécurité sociale, au nom du « pouvoir d'achat des familles », comme si de rien n'était.

S'il peut le faire c'est que « l'opposition », responsable, charitable, le lui permet. Prodi déclarera donc : « *si le gouvernement change de politique, nous l'aiderons* ». Or, derrière Prodi, membre depuis toujours du personnel politique de la bourgeoisie à Rome comme à Bruxelles, s'alignent les dirigeants des partis du mouvement ouvrier italien, dans le cadre de la « *grande alliance démocratique* ». Leur attitude au lendemain des élections – que Berlusconi reste – résume la ligne qu'ils y ont défendue, à savoir boucher toute perspective politique propre au prolétariat.

Le prolétariat italien à nouveau interdit d'apparaître sur la scène des élections régionales.

Les élections sont l'occasion pour le prolétariat de se rassembler, de manifester son existence politique au travers d'un vote pour ses organisations, ses partis. En Italie, lors des régionales, il faut avouer que c'était particulièrement difficile, du fait de la politique menée par les dirigeants des DS tout particulièrement, mais aussi du PRC. Dans bien des régions, y compris des bastions, les DS ne se présentaient pas au scrutin sous leur propre nom, mais dans le cadre de la coalition de « l'olivier », composée donc des DS mais aussi de la « marguerite », parti bourgeois agglomérant certains écologistes, et des amis de monsieur Prodi, c'est à dire un fragment de la défunte démocratie chrétienne, qui a explosé au début des années 90 dans les scandales de la corruption et

l'opération « mains propres ». Ainsi, en Emilie-Romagne, en Toscane, etc. il était impossible de voter pour les DS !
Ajoutons à cela que « l'olivier » était membre d'une coalition encore plus large, intégrant à gauche le Parti de la Refondation Communiste (PRC) et celui des Communistes d'Italie (CI), jusqu'à d'autres partis issus de la démocratie chrétienne en passant par les Verts. Un chat n'y retrouverait pas ses petits.

Le scrutin lui même se décomposait en deux parties : la présidence des régions, les sièges à pourvoir. Pour la présidence, le PRC a décidé de soutenir ce qui a été appelé la « grande alliance démocratique », ou « *l'unione* » en ne présentant aucun candidat hors de cette coalition dans toute l'Italie. Dans les Pouilles, le candidat du PRC avait remporté la primaire : il est devenu celui de... la coalition. Il a d'ailleurs remporté la région, mais en tant que candidat de l'alliance, donc d'une coalition bourgeoise.
Dans les autres régions, il faut le préciser, les candidats à la présidence soutenus par la GAD étaient plus souvent qu'à leur tour, des représentants politiques de la bourgeoisie, de la marguerite, voire purement et simplement des chefs d'entreprise censés représenter la « société civile ».
Ajoutons que le congrès du PRC qui avait lieu en février juste avant les élections, avait très majoritairement entériné l'accord électoral proposé par sa direction et Bertinotti, et même 60 % des délégués ont voté, au prétexte de s'opposer à Berlusconi, pour l'entrée dans un gouvernement dirigé par Prodi ou un de ses semblables (Rutelli, ancien maire de Rome, Marguerite a fait savoir qu'il se verrait bien dans le rôle), après les élections législatives de 2006.

Toute aspiration du prolétariat italien à se rassembler derrière les organisations issues du mouvement ouvrier pour tenter de porter un coup au gouvernement Berlusconi-Fini-Buttiglione, était donc détournée au profit d'une coalition dirigée directement par des représentants directs de la bourgeoisie italienne.

Une tentative d'approche de rapport entre les classes : les résultats du Piémont.

En dehors du Piémont, les DS ne se présentaient que dans le sud de l'Italie, en Campanie, par exemple, où ils arrivent après les représentants de la marguerite. Pour autant les DS se sont maintenus dans le scrutin pour la répartition des sièges dans cette région capitale. Turin est la ville où se trouve la plus grande concentration ouvrière au travers des usines Fiat, et c'est à Turin dès 1919 que se regroupèrent les premiers militants pour l'adhésion à la III^{ème} internationale derrière le journal *Ordine Nuovo*, les futurs fondateurs et dirigeants du PCI. C'est peut être pour ces raisons historique, que Fassino, secrétaire des DS et élu de la région n'a pu comme ailleurs ensevelir son propre parti sur le terrain électoral.
Quant à la présidence, les DS y avaient renoncé !

Partis	Voix	%	sièges	Alliances total	Sièges région
Forza Italia	458 305	22.4	11	973 349, 47,7% Ensemble des partis soutenant le gouvernement Berlusconi	23
A N	194 516	9.5	5		
Lega Nord	173 208	8.5	4		
UDC	93 998	4.6	2		
Ambienta Lista	23 179	1.2	1		
Socialisti Liberali	16 939	0.8	-		
Partito Pensionati	14 204	0.7	-		
Alter.Soc Mussolini	14 131	0.7	-	Liste sans alliance	-
Democrazia cristiana	14 204	0.7	-	Liste sans alliance	-
D S	411 615	20.1	11	595 687, 29 %, ensemble des partis issus du mouvement ouvrier	16
PRC	130 684	6.4	4		
C I (scission Cossuta)	53 388	2.6	1		
La margherita	212 072	10.4	6	Partis bourgeois de la GAD, 448 750, 22 % (total opposition centre-gauche 1 044 437), 51%	10
UDEUR-popolari	10 687	0.5	-		
Verdi	57 426	2.8	1		
SDI	49 983	2.4	1		
Pensionati Europa	5162	0.3	-		
Insieme per Bresso	60 309	2.9	1		
L'Italia dei valori	30 947	1.5	1		
Lista consumatori	22 164	1.1	'		

Ces indications montrent à quoi s'en tenir sur le plan de l'appréciation des rapports politiques entre les classes. Dans la région où c'est le plus favorable pour eux, les partis issus du mouvement ouvrier arrivent loin derrière l'alliance des partis soutenant Berlusconi !
Dans les autres régions de telles comparaisons sont possibles : dans les Pouilles, les trois partis issus de feu le PCI atteignent 24% des exprimés, en Calabre, 20,5%, dans les Abruzzes, 26,4%, en Campanie 22%.

C'est bel et bien le résultat politique d'un travail de sape de longue haleine, depuis 1991, les dirigeants du PCI ont tout fait pour faire disparaître et dissoudre leur propre parti. Pour les représentants de son aile majoritaire, les

DS, ils ont réussi depuis 15 ans à faire disparaître, les mots « partis » et « communiste », au profit de ce vocable étranger en soi à la classe ouvrière : « *démocrates de gauche* ». Depuis lors ils se sont présentés presque systématiquement sous l'étiquette « Olivier », c'est-à-dire en coalition avec le « centre-droit », principalement des fragments de la Démocratie Chrétienne qui avait explosé dans l'opération « mains propres » en 1992. C'est à cette œuvre que l'aile « gauche » issue de l'éclatement du PCI, vient de se raccrocher, sous la forme de « *l'unione* ».

La politique de liquidation du mouvement ouvrier italien, menée depuis la direction de son parti traditionnel le plus puissant, l'ex-PCI, porte ses fruits sur le terrain électoral, sur le terrain de liquidation aux yeux des masses, de la perspective d'un gouvernement de ses seules organisations, mais ne suffit pas à ne pas rendre compte des rapports réels entre les classes. En effet, Berlusconi subi une défaite électorale dans une situation où prolétariat italien n'a cessé de combattre depuis 2001 contre son gouvernement, sans subir de défaite politique, même si celui-ci a pu engranger des acquis au compte de la bourgeoisie italienne en crise.

Depuis 2001, un prolétariat qui combat.

Malgré le ton donné par la répression policière des manifestations de Gênes en 2001, jamais le gouvernement Berlusconi n'a pu venir à bout même momentanément de la volonté de combattre du prolétariat italien. En 2002, la gigantesque manifestation du 23 février dans la capitale a montré la puissance (et les limites politiques) du prolétariat italien. Cette manifestation de 2 millions et plus de travailleurs à Rome posait déjà la question de l'existence du gouvernement.
Ce type de mouvement de masse, résultat de l'appel uni des dirigeants des syndicats, CGIL et UIL, et aussi des DS et du PRC, s'est reproduit, de manière atténuée, ou encore massive, à plusieurs reprises ; ainsi la « grève générale » de 8 heures du 16 avril 2002, ou au mois de novembre 2004, une nouvelle « grève générale » de 4 heures, demi-journée d'action généralisée, qui a mobilisé plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Les manifestations contre la participation de l'Italie à la coalition d'agression contre l'Irak en 2003 ont été assez massives, bien que moins importantes que celles qui eurent lieu en Espagne et au Royaume Uni.
Le prolétariat italien n'a pas subi de défaite majeure, et il a tenté d'engager le combat à de nombreuses reprises, sur de nombreux aspects de la politique du gouvernement Berlusconi : article 18 sur les licenciements, réforme Moratti de l'enseignement parallèle à la modification de la constitution organisant la « décentralisation » à l'italienne, sous prétexte de « fédéralisme », retraites, budgets, participation à la guerre.
Cette disponibilité au combat, cette lutte de classe sans répit, n'a pu être détournée de son but, le combat contre le gouvernement, que par la politique des dirigeants du mouvement ouvrier italien, ceux de la CGIL et de l'UIL, des DS et du PRC. Elle s'est illustrée par les développements de la lutte des classes dans les mois précédents les élections.

Deux mouvements : les traminots et Fiat-Melfi.

Durant l'hiver 2003/2004, puis au printemps 2004, deux mouvements grévistes fort différents d'ailleurs, ont montré la disponibilité du prolétariat italien pour le combat. Deux secteurs clés du cœur de la classe ouvrière italienne, les transports urbains et les métallos de Fiat, entreprise centrale de l'économie italienne. Les deux conflits ont pris une tournure politique au sens où ils ont remis en cause très directement l'autorité du gouvernement, sous la forme du refus d'obtempérer devant la loi limitant le droit de grève dans les transports, ou encore le refus de céder après l'évacuation d'un piquet à Melfi par la police.

Dans les transports urbains, le mouvement de décembre 2003/janvier 2004 a éclaté à propos de la question salariale. Alors que le salaire moyen des conducteurs de tramways, de bus des villes italiennes est de 950 euros, la convention collective, selon l'accord de 1993, prévoit une « progression » salariale en vertu d'une inflation « programmée », pour deux ans. Cette dernière est toujours bien entendu inférieure à l'inflation réelle constatée pendant la période. En conséquence de quoi, la dernière convention signée en 2000, aurait dû être réactualisée sur les salaires en décembre 2001 de façon à combler l'écart entre l'inflation réelle et les augmentations consenties par la direction en vertu de cette inflation prévisionnelle.

A l'occasion de la journée d'action du 1er décembre 2003, à Milan, les traminots ont débordé le cadre fixé par les appareils, les lois de 1990 et 2000 sur « l'autorégulation » des conflits, en faisant grève tôt le matin, et tard le soir, c'est à dire aux heures de pointe. En outre la participation générale dans les grandes villes italiennes était de 90 à 100%. Immédiatement le préfet de Milan a interdit la poursuite de la grève dans la ville, appuyé sur le gouvernement et les autorités réclamant de sévères sanctions. Même les DS, ou encore les directions confédérales, notamment celles de la CGIL et de l'UIL ont condamné l'attitude des « autoferrotranvieri » de Milan.

Pourtant les syndicats locaux ont déposé de nouveaux préavis, et le 13 décembre, ces « règles » anti-grève ont été enfreintes dans de très nombreuses villes, et les dépôts ont été bloqués par des piquets à Turin et Brescia. Les travailleurs réquisitionnés par l'administration se sont immédiatement mis en arrêt maladie. Une grève sans préavis a bloqué la ville de Gênes le 19 décembre. L'affrontement pratique entre les traminots et leur direction était intense, même s'il n'a pu se centraliser en un combat unique.
Le 20 décembre, un accord intervenait entre les directions des transports urbains et les syndicats appartenant aux confédérations. 81 euros d'augmentation mensuelle, et une

prime de 970 euros au titre du rattrapage depuis 2000. En janvier 2004, un nouvel appel à la grève des Cobas (Comité de base, entités syndicales fondées dans les années 70, dites de bases, autonomes, c'est-à-dire anarchisantes ou gauchistes) a été suivi par 70 à 90 % des travailleurs du secteur des transports, en respectant cette fois-ci les dispositions légales. Cette grève a empêché la ratification rapide par les dirigeants des syndicats confédérés d'un accord de branche sur les bases du 20 décembre.

A nouveau le 12 et le 13 janvier 2004, les transports milanais étaient paralysés par une grève sans préavis. Le 14 janvier 2004, l'ATM, entreprise des transports milanais, signe un accord complémentaire avec les trois fédérations des transports CGIL, UIL et CISL, l'employeur s'engage à rajouter 25 euros supplémentaires aux 81 consentis nationalement, portant l'augmentation mensuelle à 106 euros. Sans avoir obtenu une victoire totale, les travailleurs de la branche ont limité les effets de la perte du pouvoir d'achat, et surtout, sont passés outre les lois sur le service minimum à plusieurs reprises entre décembre et janvier, paralysant les grandes villes italienne, manifestant ainsi leur force après des années de réquisitions, et de grèves de 4 ou 8 heures qui rendaient vaine leur mobilisation.

L'usine Fiat de Melfi, dans le Basilicate, au sud de l'Italie, construite en 1993, emploie 5 100 ouvriers, c'est donc avec le site napolitain de la firme, la deuxième concentration ouvrière après Turin (14 500 ouvriers). L'usine de Melfi est la plus productive du groupe : les ouvriers y montent 1200 voitures par jour, tandis que ceux de Turin, trois fois plus nombreux n'en fabriquent que 900. Ces résultats sont obtenus notamment par un appareil productif plus récent et une très grande différence de traitement des ouvriers. En effet, les ouvriers de Melfi ne sont pas concernés par l'accord général de Fiat, mais un accord d'entreprise particulier ; les salaires sont 15 % inférieurs, les rythmes de travail beaucoup plus élevés, les ouvriers travaillent douze jours de suite avant d'avoir droit à un repos compensateur, même s'ils travaillent de nuit. Les mesures disciplinaires pleuvent, 10 par jour en moyenne, elles se traduisent par des mises à pied et des suspensions de salaires.
Le 19 avril 2004 la grève débutait alors que seule la FIOM, fédération des métallos de la CGIL, avec les syndicats autonomes, comme les Cobas, a soutenu la grève. Le chômage technique s'est alors étendu dans tout le groupe. La direction a alors tenté d'organiser une manifestation contre les grévistes qui paralysent le groupe et les travailleurs de Turin. C'est ainsi que la direction avait réussi à briser la grève de 1980 à Turin, où le site était occupé. La contre manifestation de Melfi échoue.
Le 24 avril, une discussion entre syndicat et direction s'est ouverte à Rome. L'UIL et la CISL y participèrent ainsi que la FIOM pour la CGIL, sous les pressions contradictoires de l'appareil et des grévistes ; G. Epifani (secrétaire général CGIL) déclarait le 24 avril même :

« Il est évident que l'on ne peut pas aller de l'avant pour un temps infini avec un blocus de la production, dont on peut certes se servir pour porter un coup, mais qui n'est pas la forme appropriée pour gérer une lutte qui a des caractéristiques nouvelles ». (Décidément la « nouveauté des formes de lutte » chez les dirigeants syndicaux est partout la même : ne plus appeler à la grève).

Le 26 avril, alors que la police n'était plus intervenue contre des grévistes en Italie depuis 1969, elle a forcé le piquet de Melfi en faisant 13 blessés. Cette mesure a suscité une émotion dans tout le prolétariat italien. La FIOM a alors appelé à 4 heures de grève de solidarité dans tout le groupe, et les travailleurs de Mirafiori, à peine sortis du chômage technique se sont lancés dans la grève.
Des négociations ouvertes le 28 avril, ont débouché le 9 mai sur l'accord suivant :

- alignement des salaires, par 105 euros d'augmentation en trois étapes de juillet 2004 à juillet 2006 ;
- les équipes continues de 12 jours sont abolies, le travail est organisé en une semaine de six jours, suivie d'une semaine de quatre jours ;
- la commission paritaire « conciliation et prévention » doit réexaminer les mesures disciplinaires des douze derniers mois.

En réalité si les revendications ne sont pas totalement ni immédiatement satisfaites, la direction a tout de même dû reculer face à au mouvement des ouvriers de Melfi et à la menace d'une grève générale dans tout le groupe contenue dans la grève de 4 heures de Turin.

Mais sur d'autres plans, le gouvernement Berlusconi a engrangé les acquis politiques pour la bourgeoisie.

L'achèvement de la contre-réforme des retraites.

Entamée en 1992, la contre-réforme des retraites s'est achevée à l'été 2004. Selon une note d'information du C.O.R., décrivant le processus entamé en 1992, deux grandes étapes avaient été franchies, la première sous le gouvernement d'Amato, en 1922, la seconde en 1995, sous le gouvernement Dini. Avant 1992, le système de retraite était composé de deux pensions, la pension d'ancienneté, octroyée sans condition d'âge, mais avec 35 annuités dans le privé, 20 dans le public (15 pour les femmes), et la pension vieillesse, octroyée sur condition d'âge, 60 ans pour les hommes, 55 pour les femmes et 15 ans de cotisations. Les taux de remplacements pouvaient atteindre 80 % pour 40 annuités, plus encore dans le secteur public.
En 1992, le gouvernement Amato a rallongé les taux de cotisations et augmenté l'âge d'accession à la pension vieillesse, 5 ans de plus de cotisation, 5 ans de plus pour les départs en retraite ; les travailleurs du public ont été alignés sur ceux du privé pour la pension d'ancienneté, à 35 annuités. Les pensions ont été indexées sur les salaires.
En 1995, la contre-réforme du gouvernement Dini, dit de « techniciens », est allée plus loin encore. Elle a créé un compte individuel pour chaque assuré, donc en fonctionnant comme une retraite par capitalisation.

L'évolution du capital virtuel constitué par les années de cotisations, est fonction du taux de croissance du PIB, de l'évolution de l'espérance de vie, bref il s'agit d'en finir avec une retraite définie par du salaire différé, mais lier celle-ci à l'évolution économique générale. En réalité, cela sert notamment à produire une baisse drastique des pensions versées. Avec 40 annuités à 60 ans, le taux de remplacement Dini est de 56.2 % contre 80 % auparavant. Les conséquences de ces deux contre-réforme du système de retraite ont été d'allonger en général la durée du travail, de maintenir les cotisations des salariés, et de faire baisser de manière vertigineuse les pensions versées.

Le gouvernement de Berlusconi a œuvré à terminer le travail, en repoussant l'âge minimum de départ en retraite, de 57 à 60 ans, puis 61 ans à partir de 2010 pour les pensions d'ancienneté. Le total d'annuité nécessaire sera de 35, mais avec 40 annuités on ne tiendra plus compte d'un quelconque âge minimum. Si les femmes pourront bénéficier encore du vieux système elles devront se contenter d'un mode de calcul de leur retraite beaucoup moins avantageux, ne prenant plus en compte les derniers traitements comme base de la pension.

Quant à ceux qui resteraient plus longtemps que leurs 35 annuités et au-delà de 60 ans, ils toucheraient un salaire majoré de l'équivalent des cotisations sociales qu'ils n'auraient plus à verser. Le gouvernement tente aussi, toujours sur une base volontaire, de stimuler les retraites complémentaires par le biais du « trattamento di fine rapporto » (TFR), la somme que l'employeur est obligé de provisionner pour la verser au salarié à la fin de la carrière. *Le Monde* du 03/08/2004, apprécie :

« Sur le plan financier, la réforme vise à réaliser une économie de 0,70 % du produit intérieur brut à partir de 2008, soit, selon les estimations de la sécurité sociale, 360 millions d'euros. Mais c'est sur le plan politique qu'elle revêt encore plus d'importance pour le Cavaliere. En 1994 déjà, lors de son premier gouvernement, il s'était essayé à une réforme en profondeur des retraites mais avait dû y renoncer face à la mobilisation des syndicats qui avaient fait descendre plus d'un million de personnes dans la rue. Cette fois aussi, plusieurs grèves générales ont été proclamées mais M. Berlusconi a maintenu le cap. A la rentrée, annoncent les syndicats, la lutte reprendra. »

Quant à *l'Humanité*, voici ses explications :

« En pleine crise politique, «Il Cavaliere » a dû recourir au vote de confiance pour faire adopter une réforme des retraites très dure pour les travailleurs.

En votant hier la confiance au gouvernement, les députés ont certes sauvé la mise à Silvio Berlusconi et permis l'adoption sans heurts de sa réforme des retraites. L'issue du vote ne faisait guère de doute : les quatre partis de la coalition avaient appelé à soutenir le premier ministre. »

Une « crise politique », peut-être, mais dont les effets pour les travailleurs ne se font guère sentir !

Une nouvelle fois les directions syndicales (CGIL, UIL et même CISL) avaient appelé à une grève générale à cette occasion, en mars 2004. Selon l'AFP :

« La durée des arrêts de travail a varié entre 4 et 8 heures selon les secteurs d'activité et les régions. Ecoles, banques, postes, administrations sont restées fermées toute la journée... Un service minimum a toutefois été assuré dans les transports publics et la grève ne concernait pas le secteur aérien, qui sera en revanche touché le 5 avril. Les syndicats assurent être parvenus à bloquer le pays et affirment avoir rassemblé 200.000 personnes à Milan pour manifester avec le secrétaire général de CISL, Savinio Pezzotta; 120.000 à Palerme (Sicile) avec celui de la CGIL, Guglielmo Epifani, et 80.000 à Rome avec le leader de l'UIL, Luigi Angeletti.

Des dizaines de milliers de personnes ont également manifesté à Naples, Gênes, Turin, Florence, Bologne, Cagliari (Sardaigne) et Venise. A Parme, les salariés du géant agroalimentaire Parmalat, dont les emplois sont menacés par les malversations de leurs anciens dirigeants, étaient en tête du cortège. Partout, les syndicats avaient distribué aux manifestants d'énormes ballons gonflables à l'effigie du chef du gouvernement Silvio Berlusconi. L'Italie n'avait pas vécu de grève générale pendant vingt ans, mais depuis le retour de la droite au pouvoir en mai 2001, elle en a subi quatre : avril 2002, octobre 2002, octobre 2003 et mars 2004. »

En définitive, cette « grève générale » a encore été contrôlée de bout en bout par les appareils : elle est restée coulée dans le moule de la journée d'action, avec manifestations décentralisées, en respectant les horaires fixés par le service minimum des transports.

Pour autant, l'achèvement de la contre-réforme des retraites ne peut être comparée à ce qui s'est passé en France en mai-juin 2003. Elle n'a pas le caractère d'une défaite politique d'ampleur, même si elle s'inscrit dans le mouvement général de destruction des conquêtes ouvrières en Italie, comme dans le reste de l'Europe.

« Réforme fédérale », contre-réforme de l'enseignement, réforme fiscale.

En parallèle le gouvernement a mené une « réforme fédérale », qui d'ailleurs a subi les aléas politiques liés à la question des retraites. En mars 2004, une première mouture en avait pourtant été adoptée, mais les remous suscités par la politique du gouvernement, s'étaient traduits par des « affrontements » dans la majorité. Ce n'est qu'en octobre, et à la suite de la bataille acharnée de la Ligue du Nord, qu'elle a été adoptée en première lecture. Il faut noter toutefois que son adoption définitive n'était prévue, après le vote du Sénat, qu'après les vacances parlementaires de Pâques 2005. Le gouvernement ne semble pas tellement accorder la première place à cette « réforme » de l'Etat, tandis que la Ligue elle s'acharne à tenter d'accélérer le processus. Après les déclarations de Bossi, un ministre de la ligue du Nord a démissionné en mars 2005.

Cette réforme permet le transfert exclusif aux régions italiennes, de l'enseignement, de la santé, et de la police locale. Il est question aussi de transférer le cadre contractuel des conventions collectives aux régions. Il faut noter que cette « réforme fédérale » se double, et ce n'est pas vraiment contradictoire, d'un renforcement des pouvoirs du gouvernement, et en particulier de son chef, qui de « président du conseil » devient le « premier ministre ». Le Sénat doit aussi pouvoir « représenter les équilibres régionaux ». Il s'agit donc d'un levier pour détruire les garanties nationales en matière de politique sociale. D'autant plus important dans un pays où les écarts économiques et sociaux entre le Nord et le Mezzogiorno sont énormes, dans un pays qui n'est unifié, imparfaitement, que depuis 1860-1870. D'autre part c'est une tentative de renforcer les pouvoirs de l'exécutif dans des institutions encore profondément marquées par le parlementarisme (ce dont Berlusconi se plaignait encore en 2004 en ces termes « *il est difficile de faire avancer les choses quand notre système parlementaire requiert des délais bibliques pour l'approbation des lois* »).

La contre-réforme Moratti de l'enseignement découle du dispositif d'ensemble de la « réforme fédérale ». Son axe affiché, ce sont les trois « i » : « *informatica, inglese, impressa* », c'est à dire informatique, anglais et entreprise. Une sorte de « socle commun » à l'italienne, décidemment les Alpes ne sont pas une frontière pour les plans de la bourgeoisie, qu'on juge ! Sous prétexte d'individualisation des parcours, le cadre national de l'enseignement vole en éclat, des matières sont supprimées, les entreprises rentrent massivement, par le biais des régions dans les écoles, et du financement des activités scolaires, mais surtout de l'orientation professionnelle dès 13 ans. Une note de conduite accompagnera les collégiens et lycéens italiens, tandis qu'une partie des horaires seront dévolus à des enseignements régionaux.

Une journée d'action le 15 novembre 2004 a eu lieu, pour le « retrait de la réforme Moratti », il faut noter qu'elle a regroupé que 200 000 manifestants à Rome ... en deux cortèges séparés ! Malgré son activité le corps enseignant n'a pourtant pas pu faire reculer le gouvernement. Le gouvernement n'a d'ailleurs pu empêcher la mobilisation des enseignants, tant que le paquet global de la « réforme fédérale » n'a pas été totalement adopté.

Quant au budget 2005, il abolit, tout simplement, la progressivité de l'impôt sur le revenu ! Un vaste plan de cadeaux fiscaux à la bourgeoisie italienne, sous couvert de « crise du pays » l'accompagne. Une nouvelle journée d'action « grève générale » de 4 heures est venue ponctuer l'adoption de la loi de finance, le 30 novembre, sans toutefois entraver nullement le gouvernement.

Malgré les coups portés, la crise de la bourgeoisie italienne demeure.

La crise de la bourgeoisie est multiforme, elle revêt en particulier la forme d'une crise permanente de sa représentation politique depuis le début des années 90 et l'explosion de la Démocratie Chrétienne. Mais en ce moment, l'Italie subit une profonde crise économique. La croissance économique, le développement de la lutte des classes, la concurrence internationale, en particulier dans le cadre de l'Union européenne, tout cela fait aujourd'hui de l'Italie un des « hommes malades » de l'Europe. Le taux de croissance italien est anémique, l'euro fort, fait un tort tout particulier à l'Italie dont la monnaie traditionnellement faible permettait des exportations compétitives notamment vers le nord de l'Europe. La part des entreprises italiennes sur le marché mondial est passée en dix ans de 4 à 3%.

Les faillites se succèdent, en 2003 le groupe Parmalat, Alitalia en 2004, Candy. Même Fiat, l'entreprise pivot du capitalisme italien a connu en 2002 une quasi-faillite. Après la mort des Agnelli, une menace pèse sur le capital de cette entreprise qui pourrait se trouver contrôlé par le capital bancaire italien, et son partenariat avec GMC, ne s'est traduit par aucune recapitalisation durant la crise de 2002. L'Italie est aujourd'hui en récession et le patronat s'alarme de la situation.
La place même de l'Italie dans le monde et l'Europe est de plus en plus contestée. Le différent qui oppose l'Italie à l'Allemagne, à propos de la question de la réforme du conseil de sécurité est évocatrice. Selon *Le Monde* du 25/09/04 :

« le ministre italien des affaires étrangères, Franco Frattini, a estimé que le meilleur moyen d'obtenir un Conseil plus ouvert et plus efficace était de « créer de nouveaux sièges de non-permanents » et non de procéder à de nouvelles nominations permanentes et irrévocables. « Certains pays ont plaidé pour l'addition de nouveaux sièges supplémentaires... pour eux-mêmes », a-t-il ironisé. Le ministre a rappelé que l'Italie est le sixième contributeur au budget de l'ONU. L'Italie s'est toujours vivement opposée à la candidature de l'Allemagne. Cette fois, elle ne brigue cependant plus le siège pour elle-même, semblant entériner le fait que Londres et Paris ont pris position pour Berlin (les Etats-Unis, qui soutiennent le Japon, n'ont pas mentionné l'Allemagne). »

Les déclarations contradictoires de Berlusconi sur le retrait ou non des troupes italiennes en Irak, ont aussi également mis en lumière la sujétion de la bourgeoisie italienne à l'impérialisme américain, et sa position de faiblesse.

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire à la bourgeoisie italienne de mener une politique anti-ouvrière. Mais une fraction importante, essentielle du capital italien, conteste aujourd'hui la méthode du gouvernement Berlusconi. Si des victoires politiques sont bel et bien engrangées, dans les cercles dirigeants de la bourgeoisie italienne, on propose ouvertement des méthodes d'association du capital et du travail, que Berlusconi n'est pas nécessairement le mieux placé pour réaliser – mais Prodi et « l'unione », si. C'est aussi le sens des appels de Montezemolo, dirigeant de la Cofindustria, aux syndicats, pour réaliser un « pacte social» au printemps 2004. Mais les négociations en ce sens, engagées avec les dirigeants de la CGIL, ont avorté.

Sans doute faut-il chercher dans cette situation le sens du « réveil » des procédures judiciaires contre Berlusconi, qui apparaissent régulièrement, notamment avant les élections régionales comme après, au moment pour une fraction de la bourgeoisie de le pousser vers la sortie. Ce qui avait été le cas en 1994.

A ce jour, après la défaite électorale de la « maison des libertés », les affrontements entre ses partis, notamment, entre l'UDC et l'Alleanza nazionale de Fini, et Forza Italia de Berlusconi, les rangs se sont resserrés pour entamer une nouvelle phase de l'offensive contre le prolétariat italien, sous la forme d'un plan de liquidation des « charges », c'est-à-dire du salaire différé et des cotisations que paie le patronat italien, notamment pour la santé publique. Et durant encore treize mois Berlusconi devrait, sauf événement imprévu terminer son mandat. S'il n'est pas favori pour les élections de 2006, le « centre gauche », Olivier, ou « unione », n'offre aucune perspective politique propre au prolétariat italien, mais au contraire des ressources pour la bourgeoisie italienne, et notamment empêcher la formation du Front Unique en Italie.

Battre Berlusconi et son gouvernement, c'est combattre malgré les obstacles pour le Front Unique des organisations du mouvement ouvrier italien.

L'aspiration du prolétariat italien est certainement d'affronter le gouvernement Berlusconi 2, et le faire tomber avant la fin de son mandat. Pour cela, il s'agit – les occasions ne manquent et ne manqueront pas – d'opposer à Berlusconi le front unique des organisations du mouvement ouvrier.
Dans cette voie, nombreux et considérables sont les obstacles. Le plus important est l'absence de perspective politique propre au prolétariat italien, pris en otage au sein de coalitions en forme de poupées russes et menées par des politiciens bourgeois. Difficile dans ces conditions, bien qu'indispensable, de poser la question d'un gouvernement qui le représente, un gouvernement de ses seules organisations. Cela passe à l'évidence par le combat pour que DS et PRC rompent avec Prodi, quittent qui l'Olivier, qui *l'unione*, et posent leur candidature au pouvoir.

Sur cette perspective, le prolétariat italien cherchera forcément pour combattre, à imposer que les organisations qui sont le plus immédiatement à sa portée, ses syndicats, combattent ensemble pour en finir avec Berlusconi et sa politique (rappelons que la CGIL, confédération ouvrière, compte 5 millions d'adhérents, et que c'est à son appel, celui de l'UIL, de DS, du PRC, qu'ont eu lieu les grandes manifestations et grèves de ces dernières années).

Les difficultés sont nombreuses, et d'autant plus qu'il n'existe en Italie aucune force combattant sur cette perspective, combattant pour libérer la classe ouvrière de toutes les combinaisons politiques bourgeoises. Ni lors du récent congrès du PRC, qui a avalisé l'entrée dans la grande union, derrière son leader Bertinotti – surnommé « prodinotti » - et avec la participation, critique, comme il se doit, des camarades de la LCR en Italie. Ni au sein des DS malgré l'existence d'un courant d'opposition, le « correntone », qui n'a pas remis en cause l'alignement derrière Prodi.

Mais le prolétariat combattra, et les nécessités de ce combat finiront par dégager à une autre étape les opportunités et les matériaux pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire en Italie – quand bien même aujourd'hui, plus que jamais, ce pays fait figure de pointe avancée de la décomposition du mouvement ouvrier européen.

Le 10 mai 2005.

Notes sur la situation économique :

Les nuages s'amoncellent sur l'économie mondiale

Les titres de la presse en attestent, le spectre d'un krach financier rode à nouveau dans les coulisses de l'économie mondiale. On pouvait lire dans l'édition du 4 mai du *Monde*: « *Faut-il que la situation soit inquiétante pour que les mises en garde se fassent aussi insistantes depuis un mois.* » En se référant à un aréopage huppé : « *Les économistes et les gouverneurs du Fonds monétaire international (FMI), le G7, la Banque mondiale le répètent à l'envi : la planète financière ne tourne pas rond et la croissance en pâtit.* »

Que les difficultés de la croissance prennent leur source par la course erratique de la « planète financière », c'est là une appréciation qu'il convient de laisser à ces personnages. Mais poursuivons : dans son édition du 6, le même journal informait :
« Les constructeurs automobiles américains n'inspirent plus confiance : jeudi 5 mai, l'agence de notation Standard & Poor's a abaissé la dette de General Motors et celle de Ford, respectivement, à "BB" et "BB +", les faisant passer dans la catégorie des valeurs spéculatives (junk). Cette dette, c'est-à-dire les obligations émises par les entreprises pour financer leur développement, est estimée à 300 milliards de dollars (231,8 milliards d'euros) pour General Motors et à 173 milliards de dollars pour Ford.

A titre de comparaison, à l'époque de sa mise en faillite, en juillet 2002, la dette de l'opérateur de télécommunications américain WorldCom, qualifiée d'abyssale, n'était que de 41 milliards de dollars. (...) La sanction boursière est d'autant plus compréhensible qu'entre GM et Ford, "c'est environ 10 % de la dette totale d'entreprises négociée sur les marchés qui est rabaissée au rang d'obligations pourries", souligne Art Hogan, stratège chez Jefferies, cité par l'AFP. »

Le 11 mai, nouveau développement :
« Les marchés boursiers ont été victimes, mardi 10 mai, de rumeurs persistantes selon lesquelles un ou plusieurs fonds spéculatifs (hedge funds) seraient au bord de la faillite pour avoir trop investi dans des titres obligataires de General Motors, déclassés la semaine dernière au rang d'investissement à risque. La rumeur évoquait notamment le nom d'un grand fonds d'investissement spéculatif américain, Highbridge Capital, auquel la Deutsche Bank serait associée. »

Dans l'édition du 25, un titre encore « *Les fonds spéculatifs menacent-ils les marchés financiers ?* » vient confirmer l'inquiétude réelle qui existe dans les sphères dominantes du capital financier.

Mais en vérité, c'est l'ensemble de la situation économique mondiale qui offre un visage crispé, contrasté, au dessus duquel s'accumulent de sombres et menaçants nuages. Il est révélateur que ce soit à partir des difficultés de General Motors et de Ford que les craintes de krach aient resurgi. Car c'est le ralentissement de l'activité économique mondiale, ce sont les charges explosives accumulées en masse depuis 2001, qui expliquent cette situation économique crispée.

La croissance mondiale ralentit, particulièrement en Europe

C'est en Europe que le ralentissement de la croissance est le plus prononcé. L'éditorial du numéro de mai 2005 de *perspectives économiques*, de l'OCDE, écrit ainsi :
« Contrairement aux attentes, le scénario de reprise partagée ne s'est pas matérialisé. Alors que certains éléments de ce scénario sont en place – « atterrissage en douceur » plutôt réussi aux États-Unis et rebond de l'activité au Japon – la reprise européenne manque cruellement à l'appel. De fait, et avec le recul, il apparaît de plus en plus clairement que les explications de circonstance (guerre d'Irak, chocs pétroliers, fluctuations de change...) ne suffisent pas à expliquer la succession de reprises avortées en Europe. »

En effet, selon l'OCDE, la croissance dans la zone euro ne devrait être que de 1,2% pour 2005, et les prévisions pour 2005 ne sont guère affriolantes non plus (+2%). La lettre de conjoncture de *l'Expansion* du 23 mai précise encore :
« Mauvais temps pour l'industrie européenne. Après avoir reculé de 0,6% en février, la production a baissé de 0,2% en mars dans l'ensemble de l'Union monétaire. L'Irlande mise à part, tous les pays enregistrent une baisse. En Belgique, la production a même chuté de 1,9% par rapport au mois précédent. Ce résultat très décevant annonce sans doute un nouveau freinage dans l'ensemble de la zone. En effet, la Belgique, de par sa spécialisation et sa situation géographique, sert de véritable baromètre pour la conjoncture européenne. »

Encore faut-il préciser que la « zone euro » est une zone économiquement disparate, une addition d'économies nationale largement concurrentes partageant la même monnaie. Pour les principales puissances économiques de la zone, l'OCDE prévoit +1,2% de croissance pour l'Allemagne, +1,4% pour la France, tandis que la Hollande et surtout l'Italie sont officiellement en récession. Ce dernier pays fait figure aujourd'hui d'homme malade de l'Europe. Et encore, ces données recouvrent des situations tout à fait disparates.

Ainsi concernant l'Allemagne, la croissance, selon le rapport d'avril du FMI (*World Economic Outlook*) est tirée au trois-quarts par les exportations. Le même rapport précise que l'Allemagne, premier exportateur mondial, n'a pas souffert de la hausse de l'euro par rapport au dollar en raison de deux éléments.
Le premier est sa spécialisation sur le marché mondial (machine outils, électrotechnique, etc.), d'où les parts de

marchés conquises en Chine sur ces secteurs – et cette spécialisation se conjugue avec la place prise par l'Allemagne à l'Est de l'Europe dont les sous-traitants alimentent l'industrie allemande en composants à bas prix, surtout payés en euros. A quoi s'ajoute aussi les profits conjoncturels de l'industrie sidérurgique et métallurgique allemande engrangés du fait de la hausse du prix de l'acier (qui a permis par exemple au patronat de trouver récemment un accord rapide avec l'IG Metall en consentant avec contrepartie une augmentation de 3,5% des salaires).

Le second est la baisse du prix de la force de travail réalisée dans ce pays. Le FMI publie à ce sujet un graphique comparant ce qu'il dénomme « coût unitaire du travail » en Allemagne, France et Italie. Pour la période 1998 2004, il indique une baisse de 7% en Allemagne, de 4% en France, alors qu'en Italie il n'y a pas eu de telle diminution. Les accords successifs de flexibilité imposés dans l'industrie allemande par le patronat avec la complicité des bonzes syndicaux ont eu leur effet.

A contrario, la situation économique de la France indique un changement profond : le commerce extérieur commence à devenir structurellement déficitaire, résultat de la perte de positions sur les marchés mondiaux. L'Italie, elle, souffre bien plus encore de la hausse de l'euro par rapport au dollar. S'exprime ici le fait que la « monnaie commune » recouvre des économies nationales aux besoins contradictoires et cela explique, sous direction allemande, la politique que mène la BCE qui s'accommode d'un euro fort.

On s'en doute, le rapport du FMI indique le cap que le capital financier voudrait voir suivi partout dans l'Union Européenne : encore des « réformes ». Après avoir salué celles déjà entreprises (citant nommément l'Agenda 2010 et la réforme des retraites en France, le FMI recommande « néanmoins » de poursuivre, en ciblant les lois « restrictives » régissant le marché du travail et les systèmes de protection sociale « *excessivement généreux* », ajoutant que leur allègement (!) permettrait de diminuer les déficits.

La question des déficits est en effet l'autre souci majeur que pointe le FMI. Il y a de quoi. *Le Monde* du 21 mai souligne :

« Après avoir réussi à réduire leurs déficits publics sous la pression du pacte de stabilité et l'effet du boum économique de la fin des années 90, les Etats membres connaissent des évolutions erratiques. La Commission devrait préconiser le 7 juin d'ouvrir une procédure pour "déficits excessifs" à l'encontre de l'Italie, ceux-ci devant dépasser la barre des 3 % du PIB.

L'Allemagne viole cette limite depuis 2002 et ne parvient pas à tenir ses engagements. Son ministre des finances, Hans Eichel, a déjà dit que le retour sous les 3 % en 2005 était "de plus en plus difficile", compte tenu du faible niveau des recettes fiscales, et des chiffres du chômage.

Deux autres petits pays ont pulvérisé les règles européennes : la Grèce, avec un déficit de 7,1 % de son PIB en 2004 et 5,5 % cette année, tandis que le gouffre portugais pourrait frôler les 7 % du PIB. Les autorités européennes sont dans l'incapacité de discipliner réellement la conduite budgétaire des Etats membres. Avec la France et l'Allemagne, les ministres des finances ont fait voler en éclat les règles du pacte de stabilité fin 2003. Celui-ci a été depuis assoupli. Les marges de manoeuvres sont telles qu'elles permettent les dérapages en tout genre. »

Les principaux pays de l'Union Européenne ont suivi à reculons en matière de déficits le cours économique initié depuis 2001 aux Etats-Unis, où les déficits publics ont été creusés sans compter pour éviter un effondrement économique. A reculons, sauf pour la Grande Bretagne qui, n'appartenant pas à la zone euro, s'est aussi permise de diminuer drastiquement ses taux d'intérêts en suivant l'exemple venu d'outre atlantique. Mais à son tour « *l'économie britannique montre des signes d'essoufflement* » (*Le Monde* du 11 mai).

Et aux Etats-Unis, pièce maîtresse de l'architecture économique mondiale, cette politique engagée en 2001 arrive à des échéances difficiles à reporter.

L'économie américaine devant des échéances importantes

La reprise économique en 2004 aux Etats-Unis a été incontestable. Mais encore faut-il en rappeler les ressorts. Prenant appui sur les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement Bush a d'une part réussi à réunir les conditions d'une baisse du prix de la force de travail (se reporter à ce sujet sur l'article paru dans *CPS* au moment des élections présidentielles américaines). D'autre part, il a engagé un tournant fondamental de politique économique, rompant avec les canons du monétarisme, creusant les déficits publics pour soutenir à fonds perdus si besoin une économie au bord du gouffre, et procédant à une baisse en dessous de l'inflation des taux d'intérêts (au plus bas niveau depuis plus de 45 ans), ce qui a ouvert en grand les vannes du crédit. Premiers bénéficiaires des mannes étatiques : l'industrie militaire (dont le rôle particulier, parasitaire, dans l'économie capitaliste a été rappelé dans un précédent article paru dans le numéro 16 de *CPS*). A l'évidence, ce remède de cheval a donné un coup de fouet à l'économie américaine, décisive sur le plan mondial. Mais alors que cette croissance retrouvée semble déjà donner quelques signes de faiblesse, le prix auquel elle a été obtenue doit être mesuré.

Le déficit budgétaire frôle les 5%, et personne ne croit aux promesses de Bush de le diminuer alors que la machine de guerre militaire engloutit voracement des milliards de dollars pour fonctionner et assurer la domination politique de l'impérialisme américain. L'endettement est reparti à la hausse (au-delà des 60% du PIB). Le déficit de la balance des paiements, lui, bat record sur record (près de 6% du PIB) et ce d'autant plus que le décalage de croissance économique, notamment avec les pays européens, creuse

mécaniquement le déficit commercial. Tous ces facteurs conjugués ont poussé jusqu'ici à la baisse du dollar. Néanmoins celle-ci pourrait s'interrompre si le regain de croissance aux USA était confirmé, entraînant un regain d'investissements (et donc d'achat de dollars) plus fort que dans les pays d'Europe. Et ce d'autant plus que la Réserve Fédérale a commencé à augmenter de nouveau ses taux d'intérêt, huit fois en un an, pour limiter l'inflation de crédit avant que cette dernière ne menace à son tour l'ensemble de l'économie d'une banqueroute.

Mais ce nouveau changement de politique monétaire est mené d'autant plus prudemment qu'il a valeur de test : il s'agit *in fine* de savoir si le taux de profit moyen aux USA a suffisamment remonté pour que l'accumulation du capital se poursuive sans heurts malgré ce resserrement du crédit. Or, et c'est ce qui explique la prudence de la banque fédérale, rien n'est moins sûr. Les profits ont cru, certes (le FMI indique une hausse de 6% par an pour ces deux dernières années), mais certains secteurs notamment industriels, sont dans une situation délicate.

On a mentionné au début de cet article les rumeurs de faillites de fonds de pension suite à la dégradation au rang « d'obligation pourrie » des titres de la dette de Général Motors et Ford. Pourquoi ?
Selon *Le monde* du 7 mai :
« Standard & Poor's justifie sa décision en disant douter de la capacité des constructeurs à affronter une concurrence croissante et à effacer des désavantages compétitifs. Les spécialistes notent que GM paye aujourd'hui la stratégie risquée adoptée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 : une politique de rabais et de financement à taux zéro destinée à relancer le marché automobile adoptée ensuite par Ford et Chrysler qui a entraîné l'ensemble du secteur dans une guerre commerciale.

En outre, les constructeurs américains ne cessent de perdre du terrain au profit des marques asiatiques et européennes. Depuis le milieu des années 1990, General Motors, Ford et Chrysler ont perdu près de dix points. Les ventes de GM qui, dans les années 1960, lui assuraient 50 % de part de marché en Amérique du Nord, sont passées sous la barre des 25 %. Le poids des cotisations sociales aggrave également la situation financière des entreprises : aux grandes heures de l'automobile américaine, les syndicats ont négocié des couvertures santé et retraite avantageuses, mais qui s'avèrent exorbitantes aujourd'hui pour les constructeurs. »

Pour parler clair : le marché automobile US est dans une crise de surproduction dont il ne parvient pas à sortir, et qui touche particulièrement les constructeurs locaux. Et l'automobile n'est pas le seul secteur. Dans le textile, les Etats-Unis ont, une nouvelle fois, dégainé contre la Chine la restauration de quotas dans le textile, le 13 mai, après avoir constaté que la levée des quotas dans ce secteur, prévue depuis dix ans, avait entraîné une hausse folle des importations en provenance de Chine (bien supérieure à celle connue par l'Europe). Cela se serait traduit selon le patronat américain par la fermeture en quelques semaines de dix-huit usines textiles aux USA (secteur qui a déjà perdu des centaines de milliers d'emplois depuis la récession de 2000).

S'ajoutent aux difficultés de l'économie américaine les cours élevés du pétrole, poussés par l'augmentation de la demande, notamment en Chine, alors que les capacités de raffinage sont à saturation, faute d'investissement depuis des années dans ce secteur, mais aussi parce que le pétrole a été un débouché spéculatif pour l'excédent de capitaux créés par l'inflation de crédit aux Etats-Unis depuis 2001. Tout comme l'a été l'immobilier qui flambe partout sur la planète. Ces bulles financières gonflées à en crever sont autant de menaces supplémentaires qui s'amoncellent.

Désindustrialisation, délocalisations

La situation de l'industrie américaine est suffisamment préoccupante pour qu'on ait pu lire des articles tel celui paru dans *Le Monde* du 12 mai sous le titre « Malgré la croissance, le déclin de l'industrie américaine continue ». On pouvait y lire :

«Pour des raisons parfois différentes, l'automobile, la sidérurgie, la métallurgie, les biens d'équipement (hors technologies de l'information), le plastique, la chimie, le textile, le papier, le meuble, l'électronique grand public, les jouets... apparaissent comme les laissés-pour-compte de l'économie américaine. La désindustrialisation s'accélère, et certaines de ces activités semblent condamnées à disparaître.

En dépit d'une conjoncture favorable et de la forte baisse du dollar depuis trois ans, face à l'euro et au yen, l'industrie américaine ne cesse de perdre des parts de marché à l'exportation et aux Etats-Unis même. (...)
La situation se dégrade d'autant plus vite que les industries vieillissantes entrent dans un cercle vicieux. Elles ont des marges faibles ou inexistantes, des coûts élevés notamment en matière de retraite et de couverture médicale pour des salariés dont la moyenne d'âge ne cesse d'augmenter. Elles n'investissent plus et leur productivité stagne. Leur seule chance est d'innover et de fabriquer des produits différents, mais elles n'en ont ni les moyens ni la volonté.

(...) L'emploi industriel, hors technologies de l'information, représentait 11 % du total en 1996 et moins de 8 % en 2004 (...) L'exemple du textile, secteur qui a perdu 374 000 emplois (soit plus du tiers de ses effectifs industriels) entre 2001 et 2004, est le plus souvent cité.»

Aux Etats-Unis aussi, alors même qu'il s'agit d'un pays dont les principales firmes, surtout sur les nouveaux marchés, occupent le plus souvent des positions dominantes, les « délocalisations » sont pointées du doigt. Qu'en est-il ?

Quant au constat on pourrait reprendre les termes du rapport Fontagné-Lorenzi sur la question, remis à Raffarin en novembre dernier :

« Pour la plupart des pays industrialisés, le début des années 1970 constitue le pic en matière d'emplois manufacturiers puisque l'on observe à partir de cette date une diminution tendancielle de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total, dans la plupart des pays industrialisés. »
Encore que :
«Le recours croissant de l'industrie à la main d'oeuvre intérimaire (souvent classée dans les services ; ce qui est le cas de la France) augmente artificiellement la part des services dans l'emploi sans que cela ne corresponde à une réalité tangible dans les usines. »

Autrement dit, c'est avec la réapparition de la crise structurelle du capitalisme que la « désindustrialisation » a commencé. On pourrait ajouter qu'avec l'aisance de mouvement que le capital financier a obtenu grâce à la déréglementation des années 80, le développement des investissements directs à l'étranger, le mouvement d'implantation d'unités de production dans des pays à bas coût de main d'œuvre (notamment dans les « dragons » d'Asie du sud-est) a pris un essor certain. Pour autant, selon l'étude faite par ces économistes sur les « restructurations » en France :
« Sur les quelques 1 500 cas de restructurations recensés, les cas de délocalisation et de sous-traitance internationale ne représentent que 8% des restructurations et 7% des emplois supprimés »

Conclusion des auteurs du rapport :
« En d'autres termes, l'essentiel de la désindustrialisation depuis 1970 serait dû à des facteurs internes aux pays industrialisés. (...)
Le recul relatif de l'emploi industriel dans les pays dits industrialisés est indéniable et la France n'échappe pas à ce mouvement. Mais ce recul de l'industrie s'explique avant tout par un différentiel positif de productivité par rapport aux services : l'industrie est en quelque sorte victime de son succès dans l'application du progrès technique et des méthodes scientifiques d'organisation du travail. Aussi ne doit-on pas s'étonner que le recul soit très prononcé en valeur, et très limité en volume, une fois corrigé de cet effet de prix relatif»

Ces « facteurs internes », ce sont ceux dans le fond de l'affaire que Marx a dégagé dans le Capital :
« La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables.
Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel.
Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières. » (*Le Capital,* chapitre XXV)

La dernière phrase de ce passage n'est pas superflue, ni pour Marx, ni pour comprendre la situation actuelle.

La tendance fondamentale de l'accumulation capitaliste est de faire produire un maximum de plus value sur un minimum de producteurs, c'est ainsi que s'expriment dans l'économie capitaliste les progrès de la productivité du travail (l'accroissement de la plus value relative). Mais à notre époque, et dans notre période, c'est cette loi fondamentale qui s'exprime à plein. Il ne faut pas s'y tromper : même en Chine, les développements fulgurants de la production capitalistique se fait sur la base de la liquidation de dizaines de millions de postes dans l'ancienne industrie d'Etat. A notre époque, qui est celle de l'impérialisme, du pourrissement en profondeur, de l'ossification du capitalisme, et dans une situation de crise récurrente depuis 30 ans, la « loi générale de l'accumulation capitaliste » que dégagea Marx se traduit partout dans les pays capitalistes avancés, par des dizaines de millions de chômeurs officiels et officieux, des restructurations qui succèdent aux restructurations jusqu'à la fermeture (comme à Rover en Grande Bretagne).

Ces lignes de Marx, extraites du même passage, ont une résonance tout à fait actuelle :
« Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher.
C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. »

L'extension de l'usage du crédit (l'endettement des ménages notamment aux USA et en Grande Bretagne est respectivement de 125% et 150% du revenu disponible, selon la *Lettre de l'OFCE* du 26 avril 2005) aux particuliers, aux entreprises, l'endettement des Etats est un moyen de repousser une des conséquences de cette loi, à savoir les crises de surproduction dont l'automobile et le textile fournissent de nouveaux et vivants exemples. A son tour, il génère d'autres menaces.

« Un stock de dynamite »

La hausse des taux d'intérêt américains a ainsi beau être limitée, elle est lourde de dangers. Citons une tribune de l'économiste M.Dessetine, parue dans *Libération* du 18 janvier qui en révèle une des facettes :

« La croissance américaine se nourrit, autant qu'elle produit, de la dette. L'Etat fédéral creuse un déficit abyssal, auquel il convient d'ajouter ceux des Etats de l'union ; de plus, le déficit est chronique chez tous les

acteurs économiques d'outre-Atlantique, privés ou publics, individuels ou collectifs. L'ensemble des balances est déséquilibré ; l'Amérique pratique une fuite en avant perpétuelle, et vit à crédit.
Le reste du monde est plus que jamais contraint de financer le statut désormais unique de la superpuissance.

Tout laisse à penser cependant que ce système touche ses limites. Parmi les dettes qui viennent d'être évoquées, il en est une particulière : la dette immobilière ; elle explique à elle seule le niveau d'endettement faramineux des ménages américains. Ce mécanisme est très spécifique aux Etats-Unis : l'augmentation des prix de l'habitat y est convertie par les banques en de nouvelles dettes offertes aux propriétaires, dettes gagées sur ce surcroît de valeur (les mortgage securities), dettes immédiatement transformées en consommation.

La croissance provient donc en grande partie de cette liquidité offerte aux ménages par le monde financier, sur la base d'un accroissement spéculatif des prix de l'immobilier. Nous sommes en présence d'une traînée de poudre menant tout droit au stock de dynamite sur lequel est assis le système économique international.

En effet, pourquoi est-on incité à investir dans l'immobilier? N'importe quel client d'une banque le sait : parce que les taux sont faibles.

Or les taux sont faibles quand primo, le déficit public ne fausse pas le marché des emprunts, quand secundo il n'y a pas d'inflation, quand tertio la monnaie est forte. Plus aucune des conditions n'est réunie aux Etats-Unis. La conséquence est évidente : il faut augmenter les taux. Les marchés, qui font la sourde oreille en poursuivant la vente du dollar, veulent faire passer un message clair : il faut les augmenter vigoureusement, il faut corriger la baisse artificielle voulue après le 11 septembre, et saluée comme une splendide intervention de relance économique. (...)

Dès lors, la forte augmentation des taux américains, qui doit fatalement se produire, peut entraîner des effets en chaîne : un krach sur les prix de l'immobilier, véritable coup d'arrêt à la croissance, pourrait entraîner une revente massive des mortgage securities et enclencher une spirale négative pour toute l'économie mondiale. »

Ce n'est là qu'un des éléments du risque croissant de crise financière, boursière. Si la croissance en Chine ralentissait (à pus forte raison si le dollar, auquel le yuan est arrimé, poursuit sa remontée), la débauche d'investissements étrangers, la surspéculation, pourraient parfaitement se retourner en leur contraire, comme ce fut le cas dans tant d'autres pays auparavant.

Se combine à cela la situation du Japon, deuxième économie mondiale, qui oscille depuis des années dans les eaux basses de la stagnation économique. L'endettement public a pris des proportions colossales, sans précédent, au fil de nombreux plans de relance successifs : 170% du produit intérieur brut, tandis que le budget de l'Etat affiche un déficit courant de 7% du PIB. Les taux d'intérêts planchers à court comme à long terme du Japon permettent de limiter le poids de cette dette, dans des conditions particulières à ce pays qu'il n'est pas nécessaire de développer ici.

L'économie mondiale à un carrefour

Enfin, dans *Le Monde* du 1er février dernier, un certain nombre de faits économiques étaient soulignés avec angoisse :
« En 2004, les sociétés européennes ont davantage reversé d'argent à leurs actionnaires qu'elles n'ont levé de capitaux. C'est un paradoxe puisque la raison d'être des marchés est d'irriguer l'économie et que l'épargne est abondante. Mais celle-ci comble surtout les déficits publics (...)
Jamais par le passé la situation n'avait affiché un tel contraste. Selon les statistiques de la Société générale, les entreprises européennes ont versé, en 2004, 199 milliards d'euros de dividendes, soit 10 % de plus qu'en 2003, à leurs actionnaires. Elles ont dépensé en plus 30 milliards dans le rachat de leurs actions. Dans le même temps, les augmentations de capital, les introductions en Bourse, les placements se sont élevés à 110 milliards d'euros. Les groupes ont ainsi distribué 120 milliards d'euros de plus qu'ils n'ont obtenu de capital auprès des marchés financiers. (...)
La réalité est encore plus défavorable qu'il n'y paraît, ajoute Daniel Fermon, stratégiste sur les marchés d'actions à la Société générale. L'essentiel des levées de capitaux est lié à la poursuite des privatisations en Europe. (...)

Plus loin, il est fait état d'un phénomène particulier :

(...) cette fois-ci, nous assistons à une déformation jamais vue. Ce sont les entreprises désormais qui détiennent l'épargne face à des ménages et à des Etats de plus en plus endettés.(...) les groupes utilisent tous les arguments pour justifier leur non-investissement, leur non-recours à de nouveaux capitaux. Pourtant, ils ont retrouvé toutes leurs marges de manœuvre : les taux d'autofinancement atteignent 110 % en Allemagne, 105 % aux Etats-Unis, 95 % en France. Mais, par peur d'effrayer leurs actionnaires, ils préfèrent la prudence. Et les marchés applaudissent. »
« (...) Pour Patrick Artus, chef économiste d'Ixis CIB, le fait que "l'épargne n'aille plus vers le système productif" constitue un changement majeur, lourd de conséquences pour l'économie. "Nous ne sommes plus dans le cercle traditionnel : les profits d'aujourd'hui financent les investissements de demain. Les marchés n'assurent plus le financement de la croissance, mais uniquement celui des déficits des Etats", s'inquiète-t-il, persuadé que ces mécanismes ne peuvent que conduire à un développement de plus en lent de l'économie (...) »

Et un économiste de souligner tandis que *le Monde* titre à côté sur « *les dangers d'un capitalisme de rentiers* » :
« Nous sommes revenus à la situation d'avant 1914, à un capitalisme de rente dans lequel les revenus de patrimoine et la rente obligataire priment sur les revenus du travail et les actions" »

Au-delà de l'hommage involontaire sans doute à l'ouvrage de Lénine sur *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* dont cet article souligne l'actualité (ainsi que bien d'autres parus dans d'autres titres), il est ici mis en évidence les difficultés croissantes du capital à trouver de nouveaux débouchés suffisamment juteux. Et dans ce contexte, est aussi mis en évidence le poids terrifiant sur l'économie de tout le capital fictif qui circule sur les marchés financiers, et a besoin, en fin de compte, que de tels débouchés existent pour continuer à exister lui-même.

Les risques de krach, cette situation (différenciée néanmoins) de faible investissement sur fond de ralentissement inégal de la croissance mondiale sont l'expression que l'économie mondiale est à un carrefour, quatre ans bientôt après le tournant engagé dans la politique économique aux Etats-Unis. Ce tournant s'est en effet traduit par un nouvel afflux sur les marchés financiers de liquidités de toutes sortes, de capital flottant, spéculatif. C'est la rançon du nouvel élargissement du recours au crédit. Mais il faut nourrir ce monstre.
Or ce capital-argent, fictif, flottant, est en manque de débouchés, de secteurs ou de marchés à rançonner, au point qu'il est allé tout particulièrement s'engager vers la pierre et les matières premières comme le pétrole. Ce manque de débouchés est le reflet dans le monde des marchés financiers du fait fondamental que l'accumulation du capital réel, productif, ne se fait pas sur un rythme suffisant, ce qui en fin de compte est plus ou moins mesuré par la rechute économique de l'Europe, le ralentissement américain, la stagnation japonaise.

Au bout du compte, si tant est que l'élastique du crédit ainsi tendu pour repousser les limites du mode de production capitaliste ne craque pas en tel ou tel point, l'accumulation de ce capital-argent par les mécanismes de crédit va s'avérer de plus en plus étouffante pour l'ensemble de l'économie mondiale, ce qui ne peut manquer d'aviver notamment en Europe les velléités de procéder, là aussi, à des changements brusques dans la politique économique. Rappelons simplement que cette voie, que certains ne manqueront pas de présenter comme du « keynésianisme », est celle empruntée par le Japon depuis des années avec l'insuccès qu'on sait.

Au final, tout se ramène à la capacité des principaux impérialismes de faire reculer encore plus leurs prolétariats. Mais même alors rien ne dit que cela serait suffisant pour engager un nouveau cycle d'accumulation du capital, repoussant les spectres de crise jusqu'à ce que ce cycle s'essouffle et qu'à nouveau les contradictions explosives accumulées depuis maintenant des décennies ne se libèrent dans un souffle dévastateur. Telle est en tout cas – quoique les délais soient d'une grande importance - la seule perspective qu'offre le capitalisme contemporain, l'impérialisme. C'est là une raison décisive pour s'organiser pour la seule issue positive pour l'humanité : la révolution prolétarienne, le socialisme, l'expropriation du capital.

Le 15 mai 2005

Note de lecture :

" *Ma voix ouvrière* " de B. Thibault : une voie anti-ouvrière

(Auto)biographie, sous forme d'interviews par 2 journalistes, d'un homme dont l'intérêt tient à ses responsabilités au bureau fédéral de la Cgt cheminots et, depuis février 1999, de secrétaire national de la Cgt, qualifié comme " *l'homme par qui la France peut s'arrêter* ". On peut mettre en exergue sa conclusion : " *...Les affaires du monde sont trop importantes pour les laisser aux seules mains du monde des affaires* " – Question : " *Ca peut faire un mot de la fin* " ? – " *Ou celui du début.* " (p220). Né en 1959, fils de prolétaire, sans passé militant, entré dans le centre d'apprentissage de la Sncf, embauché au dépôt de la Villette, syndiqué. " *Et le 11 mai 1981, on rentre dans l'atelier en chantant l'Internationale.* (...) *C'était l'euphorie...* "" *On a eu un ministre communiste aux transports, c'était C. Fiterman...* ". Question : " *On vous a reproché d'être la courroie de transmission du ministre.* " - " *Oui, de fait...* " (p53)

Et cela marque les relations entre les cheminots et l'appareil de la Cgt : en 1986, quand les partis bourgeois reprennent le pouvoir, " *on n'est pas hors jeu, mais on sent que le lien s'est un peu distendu.* " (p57).

" *Ca part sans nous* " ou " le 1er grand conflit " de B. Thibault (hiver 1986)

" *En 1986, J. Chirac est 1er ministre. Il est question d'instaurer un nouveau système de rémunération, au mérite, chez les agents de conduite.* (...) *Et ça explose à l'hiver....* " (p57). Dans un autre chapitre, Thibault va souligner un critère majeur dans la sélection des cadres. Quand, en 1993, la fédération réfléchit à un renouvellement des cadres, " *on tire les enseignements du conflit de 1986-1987. On n'avait quand même vu le coup venir, il ne faut pas que cela se reproduise.* " (p63). Thibault a notamment " oublié " l'épisode peu spectaculaire mais important du simple communiqué commun, en plein mois d'août, de mise en garde des 7 fédérations après les menaces proférées par le ministre Douffiagues, notamment, contre le régime de retraites. Et le recul du gouvernement Chirac, qui, aiguillonné par l'exemple du gouvernement Thatcher, prétendait pourtant " changer de société " en quelques mois.

C'est une relation singulièrement étriquée que Thibault nous débite (sans objection des journalistes). Ce mouvement n'a en rien été un orage éclatant dans un ciel serein. La 1ère réaction marquante de la classe ouvrière, après la victoire électorale de Chirac en mars, fut la grève quasi-totale à la Ratp, le 11 juin, à l'appel de tous les syndicats, sauf de la Cgt, dans un 1er temps mais contraint, par la volonté unitaire des travailleurs, de le rallier. Le 24 octobre, grève massive des fonctionnaires et dans le secteur public (les organisations syndicales appelant de 1h ou 2h à 24h de grève). Le 23 novembre, manifestation à l'appel de la Fen. Le mouvement étudiants-lycéens (manifestations à l'Assemblée nationale à l'appel de la 'coordination étudiante', en fait véritable comité de grève) et l'imminence de la grève générale des enseignants vont faire capituler Chirac (retrait du projet Devaquet).

En fait, la situation est profondément bouleversée, quand s'engage le mouvement des cheminots. La grève tient, le mouvement est populaire malgré l'hiver et les vacances (et les manœuvres de la Cgt pour faire rouler un train pour les vacanciers). La Sncf retire son projet, ce qui est peu cher payé. La grève des cheminots pouvait impulser un mouvement chassant Chirac; une crise révolutionnaire aurait pu s'ouvrir.

" *Un autre élément perturbant est l'apparition de coordinations très médiatisées qu'on avait déjà vues dans d'autres conflits. Elles étaient tout sauf des mouvements spontanés...* " (p58) Les militants politiques visés par Thibault sont des membres de Lo et de la Lcr dont l'appareil Cgt (et les autres) s'est bien accommodé puisque les " coordinations " qu'ils ont mises sur pied n'ont été que des parodies de véritables comités de grève et ont constitué de nouveaux obstacles dans la voie de leur constitution. (*pm :* les lambertistes du Pci, eux, ont essayé de donner le change en organisant des manifestations restreintes).

Le gouvernement Chirac ne se relèvera pas de sa défaite. Il sera chassé du pouvoir en 1988, à la présidentielle et aux législatives qui suivent. Mitterrand est réélu : " *On ne chante plus l'Internationale, en rentrant dans les ateliers.* (...) *C'est la fin des utopies* " (p80), juge Thibaut. Il devient secrétaire fédéral en 1993; il avait adhéré au Pcf après la grève de 1986.

Les années cruciales pour l'Urss. Témoignage d'un membre du Pcf '*non impliqué*'

" *...L'Afghanistan, la Pologne, le Parti colle vraiment à l'Urss...* ". Thibault manie bien l'euphémisme : " *Ce n'est pas un débat dans lequel je m'implique, par méconnaissance du contexte et des réalités internationales.* (...) *Ca n'est pas dans mes priorités* " (p69)

Son livre n'abordera d'ailleurs qu'une seule autre fois une question internationale, à l'avant-dernière page (! ! !) :

" La pression internationale sera nécessaire pour que le monde résiste à l'unilatéralisme pour s'interposer entre les Palestiniens et les Israéliens, pour empêcher le chaos au Moyen-Orient après l'intervention militaires dévastatrice de l'administration Bush... " :

Thibault est aussi étranger à l'internationalisme prolétarien que le plus plat des 'hommes de bonne volonté' !

Pourtant, si pour Thibault, cela se passe au-dessus de sa tête et dans l'indifférence, il témoigne, avec ses mots, du tournant historique (p69). Question : " *Le monde était en train de changer en 1989.* " Réponse:

- *" Oui, sauf que nous on ne l'a pas vu changer, au point que beaucoup de militants communistes ont pris le mur qui s'effondrait comme s'il leur tombait sur la tête. (...) Beaucoup de militants l'ont vécu comme un traumatisme dans la mesure où pour eux il n'y avait plus d'alternative possible à la société capitaliste qu'ils combattaient. "*

Question goguenarde des journalistes :

" On a quand même du mal à penser qu'en 1989 ou 1990, il y avait des communistes qui croyaient encore que le mur de Berlin servait à protéger les pays de l'Est contre les espions de l'Occident ! A la fin des années 80, personne d'un peu informé ne pouvait s'imaginer que le paradis socialiste était de l'autre côté... "

" - C'est moins au modèle que certains se raccrochaient qu'à la possibilité de mettre des limites géographiques à la manière dont la société était organisée. C'était moins un modèle qu'une alternative. "

Le mouvement de novembre-décembre 1995 : l'irruption et la progression du mouvement...

A suivre Thibault, tout ce qui s'est passé doit être ordonné autour de la question du nouveau contrat de plan (suppression d'un tiers du réseau régional classique, 30 000 postes) et de la prise en compte de cette échéance par le syndicat depuis 1993 ! Le dirigeant actuel de la Cgt fait l'impasse sur un minimum de cadrage politique : la victoire de Chirac ? Ignorées également : la grève annonciatrice (et manifestations) du 10 octobre, à l'appel des 7 fédérations, dans la fonction et le secteur publiques, massivement suivie; les grèves étudiantes, celle des cheminots, le 25 octobre... Rabaissées au rang d'" environnement de plus en plus revendicatif " !

" On réunit le conseil national fédéral, le 15 novembre. Et l'après-midi même, A. Juppé monte à la tribune de l'Assemblée nationale pour annoncer son plan pour la Sécurité sociale. Ca deviendra le 'plan Juppé'. (...) Une journée d'action dans la fonction publique est prévue le vendredi 24. On décide de se greffer sur cette initiative qui portait qui portait sur les salaires, les effectifs, des revendications assez classiques. On décide de se mettre en grève le 24 et de proposer aux cheminots un mouvement reconductible chaque jour. On voit les choses venir, on n'est pas surpris. D'ailleurs je préviens la Confédération : Le mouvement ne va pas s'arrêter au 24 et ça va durer longtemps. (...) Les roulants reconduisent la grève massivement. (...) Le lundi matin, comme une traînée de poudre, la grève est votée dans la plupart des établissements. Les décisions étaient prises en assemblée générale site par site. (...) Petit à petit la mobilisation s'est intensifiée autour du conflit des cheminots. Parallèlement d'autres professions, opposées au plan Juppé, se sont aussi mobilisées... " (p87)

La Ratp, notamment, n'est pas citée, sinon négligemment, quelques pages plus loin (p91 : " La Ratp s'est arrêtée ".)

On ne peut pas rétablir simplement les faits sans sortir du cadre de cet article. Mais l'extrait sur la journée d'action a au moins le mérite de montrer ce que l'appareil Cgt voulait faire du 24 octobre : une " journée d'action " sur laquelle d'autres secteurs " se greffent ", c'est-à-dire une opération de dislocation, de bousille. La direction de la Cgt prétendait, dans son appel, " *appeler toutes ses organisations engager avec dynamisme la mobilisation pour faire du 24 novembre une grande journée de grève générale et de manifestations* ".

Il faut noter que FO – confédération et fédération des fonctionnaires, la seule des 7 fédérations - a participé à sa façon : en refusant d'y participer et en appelant à " une journée nationale de grève interprofessionnelle ", le 28.

Très bref rappel aussi : le secrétaire général, M. Blondel, qui, le 11 novembre, après avoir rencontré le ministre du travail, déclarait triomphalement : " *La Sécurité sociale est sauvée* ", qualifie, le 15, le plan Juppé comme " *la plus grande opération de rapt de l'histoire de la République. C'est la fin de la Sécurité sociale.* " Le 2 décembre, Blondel se prononcera pour la " *généralisation du mouvement à partir du lundi 4* " contre l'appel à " *la grève générale, qui est un mot d'ordre révolutionnaire* " et Fo finira par ne plus demander le retrait du plan Juppé.

... à la trahison du mouvement.

" *Si 2 millions de personnes descendent dans la rue, mon gouvernement n'y survivra pas* ". On connaît cette expression de Juppé pressentant que la lutte de classe mettrait en danger l'existence de son gouvernement. Mais ce n'est une autre version que nous sert Thibault : " *...Sans les manifestants du privé, on n'aurait jamais pu avoir 2 millions de personnes dans les rues le 12 décembre, le Juppéthon, comme on l'avait appelé, parce que A. Juppé avait dit :* " Je commencerai à discuter à partir de 2 millions ". *Et on les a faits, même un peu plus. Le 16 nous étions près de 3 millions.* " (p91) *Cps* n'a pas souvenir de cette formule de Juppé, qui en dit long sur l'état d'esprit de ... Thibault lui-même !

Le 11, Juppé, flanqué des ministres concernés, Barrot, Pons, rencontre une délégation de la confédération. Thibault rapporte que L. Viannet interpelle Juppé : " *Je crois qu'il y a eu au moins 3 gouvernements qui ont dû sauter à cause d'une grève des cheminots. Vous serez peut-être le 4ème ...* " (p89). Alors que le secrétaire général de la Cgt alerte le pouvoir, Thibault fait la leçon au gouvernement : " *Je dis à Juppé* : "Il y avait un moyen d'éviter ça. Si votre ministre des Transports vous avait informé qu'au mois de mai on était venus à 50 000 pour déposer 116 000 signatures de protestation, peut-être qu'on aurait pu discuter autrement. Mais apparemment... " *Alors Juppé se tourne vers B. Pons. Je pense que cela n'avait même pas fait l'objet d'une conversation entre eux. Et Pons a baissé la tête. Je me suis rendu compte qu'un appareil d'Etat pouvait prendre le pas sur le politique, ce qui est assez redoutable. Personne n'avait tiré le signal d'alarme.* " (p94)

Derrière la fable de Thibault, il faut entendre le message de l'appareil dirigeant de la Cgt au gouvernement : Vous pouvez et vous devez vous appuyer sur notre collaboration. La leçon sera retenue. En 2003, après avoir laissé dans le flou le sort régimes spéciaux, le gouvernement, 'bien informé' par les appareils syndicaux, les exclut ouvertement en mai, au moment des journées de grève les plus massives, du projet Fillon sur les retraites.

La suite nous confirme que Juppé a bien reçu la mise en garde de Viannet. " *Quand A. Juppé me dit* : 'Il faut quand même arrêter', je lui réponds : '*Oui, oui, ça peut s'arrêter en 24h. Tout dépend de ce que vous mettez noir sur blanc*''... "

Les cheminots sont déterminés (On est le 12 décembre; la grève a commencé le 24 novembre).

" Certains piquets de grève veulent acheter des sapins pour le réveillon. C'est très surprenant. Alors pour arrêter, il va falloir mettre le prix. Et on a pratiquement dicté à B. Pons tous les points sur lesquels il s'engageait. " - " C'est-à-dire un accord spécifiquement Sncf. " - " Oui. (...) Le plan Juppé est donc écorné pour ce qui nous concerne mais pas sa philosophie plus globale sur la Sécurité sociale : Est-ce que c'est une victoire ? Et on continue comment sur reste ?... " (p95)

Au bout du compte, la direction de la Cgt viendra à bout du mouvement; mais, il lui faudra plonger, en appelant *de facto* à la reprise.

Le 14, le bureau fédéral des cheminots :

" propose de livrer aux assemblées générales les réflexions suivantes afin que les cheminots puissent décider de modifier la forme actuelle du mouvement en préservant leur unité, leur vigilance... "

La reprise ne sera effective qu'au bout de quelques jours, à la Sncf comme à la Ratp et dans d'autres secteurs. Une fois de plus, Thibault nous la présente, avec désinvolture, de façon réductrice, quand il répond à la question : " *Et les jours de grève ont été payés en partie ?* " - " *On a négocié. Il y a des endroits où ça n'a pas repris tout de suite...* " (p98)

" Est-ce que le terme de lutte de classes est toujours pertinent ? " – " Je ne crois pas. " (p107)

" *Il y a 2 côtés à la barrière. On est d'un côté ou on est de l'autre* ". Le titre du chapitre ne doit pas leurrer.

" ...Notre interlocuteur, c'est l'Etat, c'est le politique, et on est dans un service public " - " Mais ce n'est pas un ennemi ? " - Ce n'est pas un ennemi " - " Ce n'est pas l'ennemi de classe ? " - " Le pouvoir politique ne peut pas prétendre à une neutralité systématique, vis-à-vis du système économique. On le voit bien. C'est un peu ça qui permet, entre autres, de distinguer la manière dont la droite ou la gauche raisonnent, conçoivent leurs réformes. Ce qui ne veut pas dire pour autant que chacun se réfère à la notion de lutte des classes. " (p108)

2002. " *J. Chirac aurait pu* " entrer dans l'histoire " " (p109)

Thibault n'émet pas le moindre doute sur le bien-fondé de l'appel à voter Chirac au 2ème tour de la présidentielle. " *Il aurait pu, peut-être,* " entrer dans l'histoire " (...) *s'il avait conduit une politique susceptible de* (...) *recréer du consensus dans une société française, fragilisée et éclatée. Mais ce n'est pas le choix qu'il a fait.* (...) *Pour moi, il y a eu une occasion manquée...* " (p112) Contrairement à la Lcr qui s'est décarcassée pour expliquer que le vote Chirac précéderait un '3ème tour social', Thibault n'a pas de ces pudeurs. Le vote Chirac devait bel et bien permettre la constitution d'un gouvernement d'union nationale.

Question : *" Etait-il possible de faire émerger une politique cohérente s'appuyant sur un conglomérat aussi disparate... ? " - " ...Ca devait déboucher sur la formation d'un gouvernement hors norme (...). " - " Un gouvernement d'union nationale, gauche et droite mêlées ? " - " Je ne sais pas si on peut le définir ainsi – mais pourquoi pas... "*

" La grande lutte de 2003 fut suivi d'une défaite. " - " Oui et non... " (p150)

" J'admets le terme d'échec, si on entend par là que la majorité parlementaire a réussi à faire passer sa loi, malgré l'hostilité d'une majorité de salariés. Ce qui ne veut pas dire que le gouvernement, qui peut considérer avoir marqué un point, s'en quitte pour autant. " - " D'après vous, il risque de le payer par la suite ? " - " C'est déjà le cas... "

Il n'y a rien d'étonnant dans cette réponse. La direction de la Cgt était pour la 'réforme'. La direction de la Cgt s'est opposée à tout appel à la grève générale. Et elle a tenu bon. Comme les journalistes insistent pour accuser " *la gauche* (qui, malgré les rapports alarmants) *n'a rien fait pendant 5 ans...* ", Thibault montre que c'est l'inverse et que la Cgt y a pleinement contribué. Il rappelle le rôle du Conseil d'orientation des retraites " *commission destinée à éclairer le sujet, les débats, les options* ".

" Comme d'autres syndicats, la Cgt était membre de cette commission. Il y a des éléments d'expertise qui sont incontestables (...) Cela appelait une réforme. Ou alors, on acceptait l'appauvrissement des retraités dans des proportions de plus en plus importantes. " (p156)

Sur la grève générale :

" Lorsque M. Blondel, à la fin du mois de juin 2003, appelle à la grève générale, ou plutôt propose aux autres syndicats d'organiser la grève générale le 16 juin, lui-même sait pertinemment que les conditions ne sont pas objectivement réunies pour cette forme d'action-là. Il ne faut pas raconter d'histoires. " (p158)

Bien sûr, Thibault sait que ce n'est pas Blondel mais les manifestants qui ont demandé avec force aux dirigeants confédéraux d'appeler à la grève générale, que Thibault ratatine au rang de " cette forme d'action-là ". Et puis quoi ! tout un livre + 2 journalistes pour s'en sortir - sur une des questions clés, dont il doit rendre compte auprès des travailleurs – par un échappatoire : " *Il ne faut pas se raconter d'histoires.* " Sans aucun doute, cette aspiration a ébranlé la base de l'appareil. Et les journalistes objectent :

" Mais même à l'intérieur de la Cgt, certains reprenaient ce slogan " - " C'était très minoritaire et ce n'est pas surprenant lorsqu'on connaît l'histoire de la Cgt. Parmi les motivations 1ères de la création du syndicat, il y avait l'ambition d'organiser la grève générale de tous les ouvriers. Un des objectifs de la constitution, c'était l'organisation de la grève générale pour devenir maître de l'appareil de production. " - " Le grand soir... " - " Oui. Mais on a vite compris que ce n'était pas aussi simple... "

Prenons acte que, malgré sa désinvolture, les truquages, Thibault se doit de répondre aux conclusions tirées largement par les travailleurs (au moins dans les secteurs directement mobilisés) : trahison !

Même s'il semble répondre à Sud (p.143): " *...Quand on accuse la Cgt de trahison sous prétexte qu'elle refuse le*

slogan simpliste de la grève générale, on ne peut attendre que j'envoie des remerciements. "
Un chapitre rappelle " la plus belle ovation ", celle adressée, pendant 6 min., par le congrès du PS, le 17 mai 2003: " *L'orateur a dû interrompre son intervention, parce que tout le congrès était debout pour saluer notre arrivée et scandait* : 'Non au plan Fillon !' "

D'autres états de service

" *La Cgt signe près de 80% des accords d'entreprise à l'issue des négociations auxquelles elle participe. Chiffres officiels. Au plan interprofessionnel, les négociations se sont limitées, ces dernières années, à la refondation sociale proposée par le Medef et il est vrai que la Cgt a refusé de signer la plupart des accords tout simplement parce que leur contenu ne nous semblait pas susceptible de faire avancer la situation sociale des salariés. Ce n'est pas une posture de principe, d'ailleurs nous avons signé 2 accords dans la dernière période (...) sur la formation professionnelle (...) sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes (...) Encore un accord récent : l'accord signé sur la prévention des conflits à la Sncf* " *(p147)*

Récit sur l'aboutissement de la loi sur les licenciements collectifs, loi meurtrière pour les travailleurs. C'est un réquisitoire contre la politique des « négociations ».

" *Le gouvernement Raffarin 1er* [Chirac au-dessus de la mêlée ?- Ndlr] *avait décidé, dès son arrivée en 2002, de suspendre pour 2 ans les mesures qu'avait prise L. Jospin sur les licenciements. Il renvoyait le colis sur une négociation patronat-syndicats. Le Medef avait immédiatement précisé que ce ne serait pas facile de trouver un accord avec les syndicats sur un sujet aussi sensible. Les discussions ont duré 18 mois, sans succès. Nous voulions de nouveaux droits pour les salariés; les employeurs, des facilités pour licencier. L'accord devenait impossible.(...) En octobre 2004, à l'approche de l'échéance qu'il s'est donnée, le gouvernement Raffarin 3 décide de passer à la phase législative. (...) Le gouvernement transmet le 11 octobre un 'avant-projet de loi'. Notre délégation est stupéfaite. Non seulement toutes nos propositions sont ignorées mais le texte reprend mot pour mot les exigences du Medef telles qu'il avait par écrit en mars...* "(p184)

Tout ce qui relaté est à charge contre l'appareil. Il a embarqué toute l'autorité de la Cgt pendant 2 ans ½ pour que les 'exigences du Medef' deviennent la loi ! Jusqu'à écarter toute mobilisation pour le retrait du projet (manifestation à l'Assemblée nationale). Et au bout du compte : " *Nous n'avons pas dit notre dernier mot...* "
Thibault et l'appareil utilisent les défaites dont ils sont responsables pour renforcer le sentiment d'impuissance qui domine la classe ouvrière, tout en s'exonérant de la moindre responsabilité. Après avoir terminé ce récit, Thibault conclut, en quelque sorte :

" *On est bien forcé de reconnaître que le mouvement syndical français n'a pas la capacité d'enrayer le processus de dégradation de la situation faite aux salariés. C'est un constat incontournable...* " *(p194)*

Un coup en passant :

" *Pour l'essentiel, l'assiette des cotisations sociales, salariale et patronale est indexée sur la masse salariale (...) Ce n'est plus un système viable* " *(p173)*

Il y a aussi la participation à la Confédération européenne des syndicats pour prendre en charge l'offensive contre les entreprises publiques et les services publiques :

" *Avec les autres syndicats européens, nous demeurons attachés au service public ! il y a une notion qui prend corps actuellement dans le droit européen, c'est la notion de service d'intérêt général. On doit s'emparer de manière offensive afin que, au nom de l'intérêt général, des activités soient exclues de la sphère strictement marchande.* "

Pour Thibault et la direction confédérale : une orientation de combat

En conclusion provisoire, et pour boucler avec 'le mot du début et de la fin' :
" *Il est vrai qu'il n'y a pas de contre-modèle crédible à opposer au capitalisme aujourd'hui...* " et la fin de la phrase - " *mais cela ne veut pas dire pour autant que nous devions renoncer à imaginer un autre fonctionnement, d'autres règles que celles en vigueur..* " - loin d'être un bémol, confirme la lugubre conclusion : Prolétaires, je veux vous faire perdre toute espérance !
Ce livre, paru en janvier 2005, véritable profession de foi du secrétaire général de la Cgt, fut publié peu de temps avant l'échec cinglant de Thibault sur la question du référendum au CCN de la CGT du 3 février. Le Ccn n'a pas appelé à voter non au référendum-plébiscite de Chirac, mais le gros de l'appareil dirigeant de la Cgt a désavoué le secrétaire général. C'est une 1ère dans la Cgt (au moins depuis 1945). Après le vote du Ccn, A. Le Duigou (n°2 de la Cgt) a déclaré « *C'est un peu plus qu'un accroc* " pour l'évolution de la Cgt.. L'appréciation du patronat n'est pas moins réjouissante que l'amertume de Le Duigou : " *La Cgt a subi un choc dans sa marche vers la modernité, un coup d'arrêt et un rappel à l'ordre.* (Le Medef reste) *très vigilant quand à son avenir* " (E-A. Seillière, 15 février).

Insistons : ceux qui se sont opposés à Thibault, c'est le gros de l'appareil dirigeant de la Cgt, avec, en tête, les dirigeants des principales fédérations, ceux qui ont mené leur secteur à la défaite (Edf-Gdf), signé l'accord scélérat avec la direction de la Sncf, et autres qui n'ont pas effectué le moindre pas vers une politique de classe. Mais l'appareil refuse de fournir un soutien supplémentaire à Chirac et à son gouvernement, conscient du risque de crise que cela provoquerait dans la confédération, qui reste l'organisation ouvrière (de masse) dominante.
C'est néanmoins dans la direction tracée dans ce livre que la direction confédérale entend prendre sa revanche au prochain 48ème congrès confédéral, avancer vers la destruction des fédérations et des syndicats au profit de syndicats de site, faire entrer en vigueur la réforme afférente du système de cotisations. C'est ce qui lui donne son importance.

Le 15 février 2005